

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1938

THÈSE

No

271

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

Fernand BASSÉ-PARTON

Ancien Externe des Hôpitaux de Paris
Diplômé de Sérologie de l'Université de Paris
Né le 17 novembre 1910, à Paris

LE
PROBLÈME DU TAUDIS

Président : M. TANON, Professeur

LIBRAIRIE MALOINE

Société anonyme d'Éditions Médicales et Scientifiques
27, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 27

PARIS, 1938

172

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1938

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

Fernand BASSÉ-PARTON

Ancien Externe des Hôpitaux de Paris
Diplômé de Sérologie de l'Université de Paris
Né le 17 novembre 1910, Paris

LE

PROBLÈME DU TAUDIS

Président : M. TANON, Professeur

LIBRAIRIE MALOINE

Société anonyme d'Éditions Médicales et Scientifiques

27, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 27

PARIS, 1938

DOYEN... TIFFENEAU

I. — PROFESSEURS

MM.

Anatomie	ROUVIÈRE.
Physiologie	Léon BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	POLONOVSKI.
Bactériologie	R. DEBRÉ.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générale	BAUDOUIN.
Pathologie médicale	ABRAMI.
Pathologie chirurgicale	CHEVASSU.
Anatomie pathologique	N.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	HARVIER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-LAVASTINE.
Pathologie expérimentale et comparée	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	CHIRAY.
Clinique médicale	LOEPER.
	CARNOT.
	CLERC.
	Marcel LABBÉ.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBOULLET.
Clinique des maladies des enfants	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
Clinique chirurgicale	CUNÉO.
	GOSSET.
	GRÉGOIRE.
	LENORMANT.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	MARION.
Clinique d'accouchements	COUVELAIRE.
	JEANNIN.
	LÉVY-SOLAL.
Clinique gynécologique	MOCQUOT.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	OMBRÉDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	Maurice VILLARET.
Clinique de la tuberculose	BEZANÇON.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	MATHIEU.
Clinique cardiologie	LAUBRY.
Clinique d'assistance médico-sociale	CROUZON.
	HOVELACQUE.
Professeurs sans chaire	MULON.
	OLIVIER.
	VERNE.



II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

AMELINE..... Pathologie chirurgicale.
BARIÉTY Pathologie médicale.
BÉNARD (H.) .. Pathologie médicale.
BERNARD (E.) . Pathologie médicale.
BESANÇON (J.) . Hydrologie.
BOULIN Pathologie médicale.
BULLIARD Histologie.
CATHALA Pathologie médicale.
CHEVALLIER .. Pathologie médicale.
COSTE Pathologie médicale.
DOGNON Physique.
FEY Urologie.
FUNCK..... Pathologie chirurgicale.
GALLIARD Parasitologie.
GASTINEL Bactériologie.
DE GAUDART D'ALLAINES.. Pathologie
 chirurgicale.
GAYET Physiologie.
DE GENNES... Pathologie médicale.
GIROUD Histologie.
HAGUENAU ... Pathologie médicale.
HALPHEN Oto-rhino-laryngologie.
HAZARD Pharmacologie.
HUGUENIN Anatomie pathologique.
JOANNON Hygiène.
LACOMME Obstétrique.

MM.

LANTUÉJOUL .. Obstétrique.
LAROCHE (G.).. Pathologie médicale.
LELONG..... Pathologie médicale.
LEMAIRE Pathologie expérimentale.
LEVEUF Pathologie chirurgicale.
M^{lle} J. LÉVY.... Pharmacologie.
LÉVY-VALENSI. Neurologie et Psychiatrie.
MÉNÉGAUX... Pathologie chirurgicale.
MOLLARET... Pathologie médicale.
MOREAU Pathologie médicale.
MOULONGUET.. Pathologie chirurgicale.
MOUQUIN Pathologie médicale.
OBERLING Anatomie pathologique.
PETIT-DUTAILLIS.. Pathologie chirurgi-
 cale.
PIÉDELIEVRE .. Médecine légale.
PORTES Obstétrique.
RENARD..... Ophtalmologie.
RICHT Physiologie.
SANNIÉ Chimie biologique.
SÈNEQUE Pathologie chirurgicale.
TROISIÈRE Pathologie expérimentale.
TURPIN Pathologie médicale.
VIGNES Obstétrique.
WILMOTH Pathologie chirurgicale.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

POUR LE SERVICE DES EXAMENS

MM.

ALGLAVE Pathologie chirurgicale.
BUSQUET Pharmacologie.
CHAILLEY-BERT.. Physiologie.

MM.

LARDENNOIS... Pathologie chirurgicale.
LEROUX Anatomie pathologique.
VAUDESCAL..... Obstétrique.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE

A TITRE PERMANENT

MM.		MM.	
ALAJOUANINE.	} Clinique médicale.	BASSET.	} Clinique chirurgicale.
AUBERTIN.		BROCQ.	
BRULÉ.		CADENAT.	
CHABROL.		GATELLIER.	
DONZELOT.		MOURE.	
DUVOIR.		OUENU.	
LIAN.		SCHWARTZ.	
VALLERY-RADOT		VELTER.	
(Pasteur).			
SÉZARY.			

MM.	
ÉCALLE.	} Clinique obstétricale.
METZGER.	

V. — CHARGÉS DE COURS

MM.	
CHAILLEY-BERT, agrégé	Éducation physique.
LEDoux-LEBARD	Radiologie clinique.
RUPPE	Stomatologie.
WEIL-HALLE	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

A MA FEMME

AUX MIENS

A MES AMIS

A LA MÉMOIRE DE MON AMI P. MANEUF

A MONSIEUR LE PROFESSEUR L. TANON

Membre de l'Académie de Médecine
Professeur à la Faculté de Médecine de Paris

*Qui a bien voulu nous faire le grand hon-
neur de présider cette thèse.*

A MONSIEUR LE DOCTEUR L. DEVRAIGNE

Accoucheur des Hôpitaux

*Qui a bien voulu inspirer et guider cette
thèse. Qu'il trouve ici pour tous les conseils
qu'il n'a cessé de nous prodiguer l'expression
de notre respectueuse reconnaissance.*

A MONSIEUR LE DOCTEUR M. PINARD
Médecin des Hôpitaux

Respectueux hommage.

A MES MAITRES DE STAGE
DANS LES HOPITAUX DE PARIS

A MES MAITRES D'EXTERNAT
DANS LES HOPITAUX DE PARIS

LE PROBLÈME DU TAUDIS

INTRODUCTION

L'une des premières préoccupations de l'hygiène sociale a été et est encore l'habitation. Dans la recherche des causes sociales des maladies, les conditions de logement interviennent au même titre que l'alimentation, la profession, le climat, la constitution de l'individu.

C'est un problème complexe intimement lié à celui de la morbidité et de la mortalité. Tous les hygiénistes sont d'accord et ils ont depuis longtemps montré quelle influence pernicieuse avaient les logements insalubres dans la propagation des maladies, de la tuberculose en particulier.

C'est le devoir de l'Etat et celui des collectivités locales d'aider l'individu à se protéger contre ce qui peut le contaminer et de protéger la collectivité contre l'individu déjà malade. Comme l'a dit G. Cheysson, « le taudis se venge sur ceux qui l'habitent et sur la société entière ».

L'assainissement des villes et la suppression du taudis doivent être inscrits au programme de tout Gouvernement conscient de son devoir envers la nation.

C'est le taudis qu'il faut combattre pour résoudre le problème d'autres calamités sociales ; tous les efforts déployés pour faire diminuer la mortalité infantile, la tuberculose, les maladies contagieuses, l'alcoolisme, l'immoralité et la criminalité, tous ces efforts ne seront réellement efficaces que le jour où le taudis aura disparu.

Le taudis est suivant la forte expression du Président Georges Risler « le générateur de tous les vices et de tous les fléaux sociaux ».

La Ligue Nationale contre le taudis n'a-t-elle pas proclamé « le taudis est tueur d'enfants, pourvoyeur des hôpitaux, recruteur du crime et de la prostitution, fauteur de haines sociales ».

Le taudis est un des fléaux les plus graves qui accablent les masses les moins favorisées. Le problème n'est pas résolu ; dans tous les pays la lutte est entreprise depuis plusieurs années.

L'Etat, par sa législation et ses subventions, les Municipalités, des organismes privés, des philanthropes comme Jules Simon, Emile Cheysson, Georges Picot, Jules Siegfried, Georges Risler, Paul Strauss, des médecins comme Roux, Calmette, Letulle, Léon Bernard, notre Maître le Dr Devraigne ont cherché et cherchent à faire disparaître cette source de tares physiques et morales que constitue le taudis.

Cette question a paru assez importante pour figurer à l'ordre du jour de la XII^e Session de l'Association Internationale pour la Protection de l'Enfance du 17 au 22 juillet 1937. Un des rapports était en effet intitulé : « Le taudis. Action sur la famille et sur l'état physique, psychique et moral de l'enfant ». Notre Maître, le Dr Devraigne, qui avait traité ce sujet le 9 novembre 1936, dans une conférence inaugurale du Cours de Puériculture de l'Entr'aide des Femmes Françaises, sous la présidence du Dr Haze-mann représentant M. Henri Sellier, Ministre de la Santé publique, avait été désigné comme rapporteur général de ce problème du taudis.

C'est sur ses conseils, en nous inspirant de sa conférence, de son rapport et des discussions au dit Congrès que nous avons eu l'idée de traiter dans notre thèse la question du Taudis.

Nous tenons à exprimer ici au D^r Devraigne notre profonde gratitude pour toute l'aide qu'il nous a apportée dans la réalisation de ce travail. Grâce à lui nous aurons peut-être apporté une modeste contribution à l'étude de ce grave problème social.

PREMIÈRE PARTIE

Le Taudis. Ses causes. Ses conséquences.

Nous montrerons plus loin l'influence du taudis sur nombre de fléaux qui accablent les grandes villes tels que tuberculose, alcoolisme, polymortalité infantile, criminalité...

Or, en France, comme dans beaucoup d'autres pays, les logements insuffisants sont en très grand nombre. Près d'un quart de la population habite des locaux insuffisants au point de vue de l'hygiène.

Paris comptait encore en 1936 : 7.829 immeubles non pourvus de tout-à-l'égout. Le casier sanitaire des Immeubles organisé par M. Juillerat a permis de délimiter dans la capitale 17 îlots insalubres abritant 200.000 personnes.

En Lot-et-Garonne, la proportion de taudis est de 1 sur 25 logements visités ; dans ce département de 75.000 habitations il y aurait environ 3.000 taudis à supprimer.

M. Georges Risler signalait, en 1930, que 18 % des familles françaises n'ont pour logement qu'une seule pièce.

Le même auteur rapporte les résultats suivants d'une enquête faite sur 610 villes de plus de 5.000 habitants : 26 % des logements sont surpeuplés en admettant qu'il y ait surpeuplement dès que 2 personnes habitent la même pièce et sur ces 26 % :

10 %	sont occupés par des ménages de 3 personnes.
17 %	— — — de 4 à 5 personnes.
33 %	— — — de 6 à 7 personnes.
40 %	— — — de plus de 7 personnes.

Le taudis n'est donc pas un mythe et il importe de lutter énergiquement pour le faire disparaître.

Dans cette première partie, nous étudierons le taudis en lui-même :

- Nous en donnerons quelques descriptions, et nous le définirons d'après ses principales caractéristiques.
 - Nous déterminerons les différents facteurs de l'insalubrité d'un logement.
 - Enfin, dans un troisième chapitre, nous montrerons l'action du taudis sur ses habitants aussi bien dans le domaine physique que moral et social.
-

CHAPITRE I

Définition du taudis.

Il n'y a pas de définition bien nette du mot « taudis ». Faut-il réserver ce nom aux habitations qui, du fait même de leur construction, peuvent être décrétées inhabitables : tels les immeubles s'élevant au fond d'impasses obscures, de part et d'autre de ruelles trop étroites, empêchant à tout jamais que le soleil y pénètre, ou dont l'installation intérieure est défectueuse parce qu'on veut y faire trop de chambres dans un espace restreint, au détriment de l'aération, ou parce que l'installation sanitaire a été négligée ?

Faut-il y comprendre aussi les immeubles qui, bien que construits conformément aux règles de l'hygiène, sont devenus inhabitables par suite du manque d'entretien du propriétaire ou des locataires : les murs lézardés, les escaliers croulants, les toits et les plafonds crevés laissant passer l'eau, les portes et les fenêtres disjointes ? Faut-il y ajouter encore les logements qui ne sont taudis que par suite de leur surpeuplement : les deux pièces convenables pour deux ou trois personnes deviennent des tanières effroyables lorsqu'on s'y entasse à huit ou dix personnes, rendant tout nettoyage impossible, sans air ni espace, dans la plus épouvantable promiscuité ?

Nous ne nous attarderons pas sur ces questions de définitions d'habitations inhabitables. Et, reprenant le mot de

notre Maître Devraigne, nous désignerons du nom de taudis tout « logement insalubre surpeuplé ».

Il en existe diverses sortes. De nombreuses descriptions en ont été données ; on imagine facilement un logis exigu, sordide, dont portes et fenêtres s'ouvrent sur des ruelles étroites et sales. Le soleil n'y pénètre jamais, l'humidité est constante, le chauffage difficile ou impossible. Toute la famille est entassée dans une seule pièce. On y fait à la fois la lessive et la cuisine. On y mange et on y dort. Dans le même lit couchent souvent les parents et un enfant. Les autres enfants doivent se contenter d'un simple matelas placé par terre où faute de couvertures on couche souvent plus ou moins habillé. On devine l'état de saleté des draps et des couvertures quand ils existent.

La vie de famille est inexistante dans une pareille ambiance. D'ailleurs comment concevoir un foyer dans ce logis où chacun ne pense qu'à trouver ailleurs le confort qui n'y est pas ? Les murs sont malpropres, les fenêtres, sans rideaux, ont leurs vitres souvent cassées et raccommodées tant bien que mal avec du papier.

Voici trois observation recueillies par la Ligue Nationale contre le Taudis.

PREMIÈRE OBSERVATION (13^e arrondissement).

« Un vaste immeuble abritant un grand nombre de familles ouvrières chargées d'enfants ; ils sont là 400 à 500 personnes peut-être. De tous les âges, depuis le vieux grand-père qui pour aider encore un peu, monte plusieurs fois par jour au 5^e étage l'eau destinée au ménage, jusqu'au tout petit qui vient de naître et repose inconscient dans un berceau couvert de chiffons.

Au rez-de-chaussée, une sorte de boutique, c'est la première pièce où se fait la cuisine et se tient tout le jour une famille de 5 personnes : le père, la mère et 3 enfants. La chambre à coucher, éclairée par une lucarne donnant sur un espace étroit,

surplombé de maisons de 5 étages y fait suite. C'est là que dort toute la famille.

Dans l'escalier, des W.-C., disséminés d'étage en étage, débordent par intermittence et laissent dégager une odeur effroyable ; puis sur un long couloir, à droite et à gauche, des chambres numérotées... nous frappons à l'une d'elles ; une entrée noire, sans air ni lumière, sert de débarras et de cuisine, puis une chambre de 2 mètres sur 3 avec un lit, une table, un buffet... et là, 5 personnes : le père en chômage, la mère et 3 petits enfants. L'aération se fait par une fenêtre étroite sur une cour remplie d'ordures et on se demande comment ces malheureux ont pu vivre dans ce taudis, pendant quelques années, sans air, sans soleil et depuis quelques mois sans ressources autres que de pauvres dons apportés par une âme charitable.

Nous montons 3 étages et sous le toit, dans deux mansardes aux murs lésardés, éclairées par un vasistas disjoint, laissant pénétrer vent et pluie, un tout jeune ménage avec 3 bébés ; ils sont tellement habitués à vivre dans ce grenier qu'on se demande s'ils ont bien conscience de leur détresse. Un des enfants a déjà dû partir au préventorium, le père est sans travail ».

Voici une deuxième observation concernant une modalité très fréquente du taudis : la chambre d'hôtel meublé ; le garni :

DEUXIÈME OBSERVATION (6^e arrondissement).

« Un hôtel meublé. Un couloir pavé obscur et au fond un escalier aux marches usées, il faut se tenir à la rampe pour se guider. Au 1^{er} étage, une chambre longue de 4 mètres sur 1 m. 50. Un lit, une armoire, le réchaud à gaz. Et dans le lit un enfant de 7 ans couché avec une bronchite, auprès d'un nouveau-né ! Deux autres bébés de 2 et 4 ans, tout pâlots, pleurent en s'accrochant à la robe de leur mère ».

Voici une troisième observation, faite en province.

Avignon (Famille R...).

« Un couloir de 0 m. 70 environ. Nous montons deux étages d'un escalier fort brusque. Sur aucune marche on ne pourrait poser la semelle entière. Pas de rampe, un bois rond et vertical en tient lieu.

La porte de la première pièce donne sur cet escalier. Cette pièce : 2 m. 70 sur 1 m. 40 ; un lit de bois, un lit-cage fermé, une table, une commode, 3 ou 4 chaises.

A côté, un réduit de 2 m. 70 sur 1 m. 40 tient lieu de cuisine. Il y a là un fourneau et un évier et bien peu de place pour autre chose.

La famille comprend les parents et 4 enfants rachitiques. Une petite fille vient de subir une opération. Elle doit retourner à l'hôpital.

Le couchage ne peut être plus défectueux : les parents occupent le lit de bois. On ouvre le lit-cage et les 4 enfants y sont placés. Ils n'ont que deux couvertures ».

Voici encore une observation rapportée par un journaliste belge :

« Une rue étroite encombrée d'une marmaille grouillante et sale — de quoi remplir tous les cartons d'un Poulbot. Une cour délabrée, pleine de trous béants ; puis un couloir obscur et un escalier raide, branlant aux marches vermoulues. On frappe : une petite fille grêle et rachitique vient ouvrir. La mère allaite son dernier-né, entourée de 5 autres enfants couverts de loques.

A gauche, dans une demi-obscurité, on aperçoit deux lits pour 8 personnes. Une table qui suffirait pour 4 personnes est le seul meuble de la pièce, avec une minuscule armoire, pouvant contenir tout au plus le linge du bébé. En guise de matelas, des coussins bourrés de loques, de vieux chiffons, de vieux vêtements inutilisables. »

Enfin, voici une dernière observation décrivant le plus lamentable des taudis : la roulotte désaffectée, plantée dans un terrain vague :

« La famille comprend les parents et 5 enfants de 3 à 10 ans. Elle est logée dans une roulotte de $3,50 \times 2$ mètres, achetée à crédit chez un forain. Comme mobilier une étuve, une table, un lit, un lit-cage scié en deux. Faute de place les deux plus jeunes enfants, une fillette et un garçon de 3 à 5 ans, couchent dans le lit des parents. Ces gens possèdent deux couvertures et une paire de draps de lit. Ils se nourrissent de pain et de pommes de terre. »

Toutes ces descriptions ne concernent encore que le taudis où l'on vit. Nous ne parlerons pas ici de cet autre sorte de taudis qui est le taudis où l'on travaille, l'atelier, un sous-sol mal aéré où l'on s'entasse, ou encore celui dont la verrière crevée laisse passer la pluie, le vent et la tempête.

Nous ne parlerons pas non plus des taudis à la campagne, comme il en existe tant pourtant, où règne la saleté la plus profonde et qui sont des foyers de tuberculose.

Nous nous limiterons dans l'étude du taudis des grandes villes, de celui qui est né de l'agglomération des populations dans un espace restreint. C'est sous l'influence du progrès du machinisme et du développement de l'industrie que se sont créées autour des villes et des usines des banlieues de mal-logés entassés tant bien que mal dans le voisinage de leur travail. C'est l'industrie qui a créé l'attrait de la grande ville où l'on arrive mal adapté pour s'entasser avec d'autres dans de vieilles baraques et y dépérir.

CHAPITRE II

Etude analytique du taudis.

L'Article 1^{er} de la loi du 13 avril 1850 définit comme insalubres les logements « dont les conditions sont de nature à porter atteinte à la vie ou à la santé de leurs habitants. »

Ces conditions peuvent dépendre :

- du logement lui-même,
- de ses habitants,
- de sa situation par rapport à ce qui l'entoure.

I. — Logement.

Les causes d'insalubrité, tenant au local, sont multiples. Les principales sont :

a) *L'humidité* : l'humidité est due le plus souvent à l'absence de lumière et aux infiltrations ; certaines constructions légères en carreaux de plâtre, d'autres délabrées, situées en bordure de rivière, sont soumises à une « humidité permanente ».

Faut-il signaler ces logements creusés dans la roche, si fréquents dans certaines régions de notre pays ?

b) *Le défaut d'air et de jour* : si particulier au taudis. L'exiguïté des ouvertures se rencontre dans de nom-

breuses maisons bourgeoises, soit pour la loge du concierge, soit pour les chambres mansardées du dernier étage, à peine éclairées par une lucarne.

En hôtel meublé, certains propriétaires divisent les pièces pour en augmenter le nombre et certaines de celles-ci ont alors un carreau d'aération sur un couloir obscur et mal-odorant d'où la ventilation est absente, d'où exigüité des pièces habitées et chambres sans lumière et sans air.

c) *Mauvais état* des planchers, du carrelage ou du sol, qui permet les infiltrations et empêche un nettoyage facile.

d) *Mauvaise installation* des fosses d'aisance qui favorise les émanations ; infection des puits ; défectuosité des appareils sanitaires ou des appareils de chauffage.

En 1926, environ 20.000 maisons de Paris n'avaient pas encore le tout-à-l'égout ; en 1937 il n'en reste que 4.000

Dans l'îlot zonier n° 13, situé dans le XX^e arrondissement, un millier d'habitants n'ont pour lieux d'aisance que de simples trous creusés dans la terre !

II. — Les habitants.

Le nombre de ceux-ci par rapport au volume du logement peut devenir un facteur d'insalubrité.

Le mauvais entretien du local peut créer également une cause d'insalubrité.

1° SURPEUPLEMENT DU LOGEMENT.

Dans le rapport présenté, en 1936, au Conseil Général de la Seine, le Comité de patronage des habitations à bon marché semble confirmer la portée actuelle des indications suivantes, établies d'après le recensement de 1926.

a) Sur 283.001 personnes qui logeaient en 174.480 garnis à Paris, nous trouvons :

13 ménages de plus de 11 personnes dans la même pièce.				
28	—	10	—	—
222	—	6	—	—
785	—	5	—	—
				etc...

b) Sur 2.515.277 personnes habitant en 992.462 logements non meublés, nous trouvons :

10 ménages de plus de 11 personnes dans la même chambre.				
49	—	10	—	—
473	—	6	—	—
1.936	—	5	—	—

Si l'on admet qu'il y a surpeuplement au-dessus du taux de deux personnes dans la même pièce, 8,7 % des logements parisiens étaient surpeuplés.

Les statistiques des grandes villes de province se montrent encore plus éloquentes.

Le Dr G. Banu, dans son rapport à la XII^e Session de l'Association Internationale pour la Protection de l'Enfance, rappelait que les conditions de logement de 100 femmes ouvrières de Bucarest se présentaient comme suit :

Nombre de personnes par chambre	Pourcentage
1	4 %
2	15 %
3	39 %
4	23 %
5	11 %
7	7 %
8	2 %
9	1 %

Cette statistique montre qu'ainsi 80 % des habitations ouvrières de Bucarest comptent plus de deux personnes par chambre.

Ces quelques chiffres nous montrent toute l'importance du surpeuplement qui se révèle être une cause importante du taudis.

2° MAUVAISE TENUE DU LOGEMENT.

Il est certain que beaucoup de familles nombreuses et pauvres savent faire d'un logis étroit et sans commodité un logis propre et où la vie familiale demeure possible.

Malheureusement, il n'en est pas toujours ainsi et il est assez naturel qu'une ménagère se désintéresse d'une chambre sombre, humide et sans confort ; on doit cependant constater que si 28 % des logements d'habitation à bon marché sont soignés, et 40 % d'une propreté suffisante, il faut compter 30 % de locaux négligés et 2 % de véritables taudis.

On constate d'ailleurs presque toujours que les occupants de ces logements négligés avaient habité antérieurement un taudis.

M^{me} de Paillerets, Directrice du Service-Social du Centre de la Croix-Saint-Simon à Paris, a insisté sur ces faits et a souligné qu'il n'est pas rare de voir une famille arrivant dans un pavillon s'entasser dans la salle commune et laisser le jardin en friche. Ces habitudes étaient surtout fréquentes dans les anciennes habitations à bon marché où les locataires ne trouvaient pas à leur entrée l'aide éducative des assistantes sociales.

Dans d'autres cas, l'éducation ménagère a été négligée chez l'enfant qui, arrivant à l'âge de fonder une famille, ne saura pas s'organiser ni équilibrer son budget. On constate également chez certains un goût particulier pour les

habitudes prises : bien des expulsés refusent d'aller dans des locaux salubres et reviennent se grouper dans des cabanes à proximité de leurs anciens taudis pour retrouver leurs anciennes habitudes.

III. — Situation du logement.

L'insalubrité d'un logement peut provenir de la situation de l'immeuble ; celui-ci peut faire partie d'un îlot aux rues étroites et difficiles à entretenir. Aucune mesure d'assainissement n'est possible ; le soleil n'y pénétrera jamais ; aucune amélioration n'empêchera jamais l'humidité d'y régner. La destruction de l'îlot est le seul remède qu'on puisse envisager.

Dans d'autres cas un immeuble ou un groupe d'immeubles présente un état sanitaire déficient par sa situation : c'est ainsi que sur les anciennes fortifications de Paris, des terrains vagues couverts de détritits et d'ordures n'ont pas encore été utilisés et incommode les habitations environnantes.

Ainsi, l'insalubrité d'un logement peut tenir à des causes plus ou moins profondes : si une meilleure éducation ménagère, ou quelques améliorations matérielles peuvent suffire à faire disparaître certaines d'entre elles, pour les autres, la seule solution est la destruction de l'habitation.

CHAPITRE III

Conséquences du taudis.

Dans une première partie, nous exposerons l'influence du taudis sur l'état physique de ses habitants ; dans une deuxième, nous parlerons de ses conséquences morales et sociales.

I. — Influence du taudis sur l'état physique de ses habitants.

Nous examinerons successivement l'incidence du taudis sur les maladies contagieuses, la tuberculose, l'alcoolisme ; dans un paragraphe spécial nous examinerons l'influence particulièrement néfaste des logis insalubres sur l'état physique des enfants.

a) LES MALADIES CONTAGIEUSES.

Les Services d'Hygiène de la Préfecture de Police estiment que le taudis n'augmente pas les risques des explosions épidémiques. Mais quand la maladie est installée dans l'habitation, elle se développera par contagion avec d'autant plus de facilité que cette habitation sera surpeuplée et insalubre.

D'autre part, le logis insalubre aggrave la maladie. L'air confiné, l'absence de lumière et de soleil favorisent le développement des germes pathogènes. Les promiscuités

exacerbent la virulence microbienne et favorisent les complications. La diphtérie est particulièrement fréquente dans les taudis humides ; les médecins d'hôpitaux d'enfants à Paris ont constaté que les cas de diphtérie étaient nombreux dans les logements obscurs et humides des bords de la Seine. Le bacille de Loeffler voit sa virulence conservée et exaltée dans l'obscurité et l'humidité.

En ce qui concerne certaines maladies infantiles dont les complications pulmonaires sont tellement à redouter, on imagine facilement le danger créé par le taudis quand ces maladies y apparaissent.

Etudions plus particulièrement la plus fréquente d'entre elles : la rougeole et les résultats d'une enquête faite au cours d'une épidémie de rougeole à Glasgow dans des logements ouvriers par James L. Halliday : sur chaque palier, plusieurs logements desservis par un escalier commun. On laisse les enfants jouer ensemble et dans ce milieu peu cultivé, une fois la maladie reconnue, les enfants ne sont ni isolés, ni soignés. De multiples conditions favorables à la propagation sont donc ici réunies.

Dans un immeuble de 4 étages, comprenant 15 logements, dont certains sont subdivisés, se trouvent 68 habitants dont 18 enfants de moins de 10 ans. Au début de la période envisagée sur ces 18 enfants, 10 n'avaient pas eu la rougeole. L'un d'eux contracte la rougeole à l'école, l'éruption survient le 19 septembre. Entre le 1^{er} et le 17 octobre, 7 enfants ne fréquentant pas l'école contractent la rougeole dans l'immeuble en question. Pour chaque cas, on a pu vérifier la durée d'incubation et retrouver l'origine de la contagion. On peut donc compter qu'un seul cas a suffi à contagionner 7 enfants et que sur 10 enfants non prémunis, 8 ont été infectés.

Dans un autre immeuble, on peut faire des constatations analogues ; population totale : 148 habitants dont 22 enfants de moins de 10 ans n'ayant pas eu la rougeole, —

sur ces 22 enfants, 14 ont leur éruption entre le 16 août et le 21 octobre ; parmi ces 14 cas on en relève 1 d'origine indéterminée, non scolaire, point de départ de 9 autres non scolaires.

Enfin dans une impasse de 7 immeubles à logements ouvriers, sur 88 enfants de moins de 10 ans n'ayant pas eu la rougeole, 40 sont atteints entre le 23 septembre et le 27 mars.

Pour apprécier la valeur de ces résultats, il est nécessaire de comparer ce qu'on obtient avec des enfants vivant dans des logements plus sains. L'auteur s'est livré à cette comparaison et a obtenu des résultats très nets.

Dans les maisons du type envisagé, la morbidité par rougeole est 3,7 fois plus forte chez les enfants n'ayant pas encore 5 ans (c'est-à-dire étant au-dessous de l'âge scolaire), que chez les enfants de 5 à 10 ans. Au contraire, dans un large groupe d'enfants, vivant en maisons isolées, sans promiscuité, la morbidité par rougeole, chez les enfants au-dessous de 5 ans est les 4/10 de celle des enfants de 5 à 10 ans.

Cette comparaison est confirmée par les statistiques faites dans les écoles. Selon que les enfants entrant à l'école, vers l'âge de 5 ans, viennent de logements ouvriers ou de maisons isolées, la proportion d'enfants déjà frappés de rougeole est forte ou faible.

Les statistiques générales montrent que la mortalité par rougeole est d'autant plus grande que l'enfant est plus jeune.

En prenant pour unité la mortalité par rougeole entre 5 et 10 ans, on obtient :

Jusqu'à 2 ans de 10 à 20 fois supérieure.

De 2 à 3 ans de 8 à 12 fois supérieure.

De 3 à 4 ans de 3 à 4 fois supérieure.

De 4 à 5 ans de 1/2 à 2 fois supérieure.

Cette étude détaillée nous prouve donc que les logements mal isolés, surpeuplés et exposés aux promiscuités, en favorisant la contagion avant l'âge scolaire, contribuent grandement à augmenter la mortalité de cette maladie.

b) LA TUBERCULOSE.

Le rôle joué par le taudis dans la propagation et le développement de la tuberculose a fait l'objet de nombreuses études ; des savants, des médecins, des statisticiens ont apporté à ce grave problème leur contribution. Il est toujours difficile d'affirmer dans un cas particulier qu'il y a relation de cause à effet entre l'habitation et la maladie.

En France, moins qu'ailleurs, il convient de ne pas négliger tout ce qui peut ralentir le développement de ce fléau social. L'Etat, certes, a accompli un immense effort ; sa contribution est passée de 15 millions en 1920 à 146 millions en 1932 ; les départements et les communes accordent à l'indigent tuberculeux l'assistance médicale gratuite.

Les initiatives privées ne se comptent plus. Le Comité National de Défense contre la Tuberculose avec son service technique conseille et aide les Comités départementaux et surveille les dispensaires ; faut-il rappeler son grand effort de propagande par les conférences, les films et les tracts ?

Si nous comparons les résultats obtenus en France à ceux que nous montre l'étranger, nous sommes surpris de notre infériorité. Les chiffres officiels donnaient pour 1934 un chiffre de décès supérieur à 50.000, chiffre certainement au-dessous de la réalité. Pour 100.000 Français vivants, il meurt chaque année 140 Français de tuberculose. Si nous envisageons la morbidité, nous trouvons un chiffre environ 7 fois plus élevé, soit environ 500.000.

Le tableau suivant montre que nous détenons le record

de la mortalité par tuberculose : Proportion des décès par tuberculose pour 100.000 habitants en 1934 :

Hollande.....	54
Etats-Unis.....	57
Allemagne.....	75
Angleterre.....	82
Italie.....	92
France.....	141

Notre situation actuelle, malgré ses progrès, est encore au niveau atteint par l'Angleterre et l'Amérique dès 1910 ; ces chiffres se montrent plus éloquents quand on se souvient que la tuberculose tue essentiellement entre 15 et 40 ans.

Nous devons tous ces chiffres et ceux que nous citerons plus loin à l'obligeance de M. Moine, l'éminent statisticien du Comité National de Défense contre la Tuberculose qui a bien voulu nous aider et mettre à notre disposition toute la documentation qu'il établit depuis de longues années avec une rigueur scientifique admirable.

M. Moine, après avoir remarqué que la densité de la population ne jouait pas le rôle essentiel que certains lui attribuent au point de vue de la tuberculose, a recherché les éléments qui jouent un rôle dans l'étiologie de cette maladie ; il résume ainsi ces éléments qui dénotent un mauvais état sanitaire et qui peuvent être à l'origine de contamination interhumaine :

- l'habitation insalubre ;
- la mauvaise hygiène ;
- la sous-alimentation et le surmenage ;
- l'attrait de la grande ville qui concentre dans un espace restreint tout un monde d'inadaptés à la vie urbaine.

En 1922, M. Henri Sellier remarquait déjà : « la densité du XX^e arrondissement de Paris est très inférieure à celle

du XI^e : 344 habitants à l'hectare contre 663 ; ou celle du III^e : 739, alors que la mortalité tuberculeuse est de 634 par 100.000 habitants dans le XX^e, 420 dans le XI^e, 390 dans le III^e ». En 15 ans les chiffres ont varié, mais la conclusion reste toujours exacte.

Par contre, les travaux de M. Moine font apparaître une étroite relation entre le chiffre de la mortalité tuberculeuse, la qualité de l'habitation et le paupérisme.

Le tableau A nous montre les chiffres de décès par tu-

TABLEAU A. — *Habitation, paupérisme et mortalité par tuberculose pulmonaire dans les vingt arrondissements municipaux de la Ville de Paris.*

Arron- dissements	Sur 1 000 familles nombreuses, combien sont mal ou insuffisamment logées ?	Sur 1 000 personnes vivant dans des logements garnis, combien sont mal ou insuffisamment logées ?	Sur 1 000 habitants, combien sont mal ou insuffisamment logés ?	Sur 100 familles, combien y en a-t-il d'exemptées de contribution ?	Nombre de décès par tuberculose pulmonaire, par 100.000 habitants	
					en 1926	en 1936
I	551	367	397	53	192	122
II	704	435	461	59	203	160
III	714	408	430	65	209	174
IV	727	517	465	66	387	222
V	678	517	434	68	246	153
VI	402	418	346	58	177	108
VII	333	459	315	52	127	106
VIII	178	368	229	40	88	52
IX	427	353	311	47	134	80
X	667	441	391	55	241	142
XI	855	625	495	70	282	174
XII	819	587	462	63	222	137
XIII	915	564	516	79	330	186
XIV	803	522	441	60	318	181
XV	795	649	462	59	237	158
XVI	254	418	264	36	97	55
XVII	452	520	355	45	188	88
XVIII	893	597	466	68	242	169
XIX	913	601	522	79	305	181
XX	918	670	516	77	318	192
Les 20 ar..	643	552	423	61	235	145

berculose, en 1926 et 1936, pour chaque arrondissement et ceci en rapport avec 4 indices de paupérisme.

Les tableaux B et C qui sont une traduction imagée du tableau A nous montrent qu'à peu de chose près la carte de paupérisme est superposable à la carte de mortalité tuberculeuse.

Ainsi à Paris, la tuberculose sévit particulièrement dans les quartiers Est où les conditions de l'habitation sont manifestement moins salubres.

Les constatations faites dans les communes suburbaines sont identiques.

Juillerat avait d'ailleurs déjà montré que la contamination était en rapport avec l'obscurité du logement : le percement des fenêtres diminuait la mortalité du tiers et cela faisait s'écrier à Juillerat : « la tuberculose est la maladie de l'obscurité ».

La maladie sévissait particulièrement dans des groupes d'immeubles, tous des taudis. C'est ainsi que furent délimités à Paris, les 6 premiers îlots insalubres : leur chiffre fut porté à 17 en 1918.

Dans la période 1932-1936, sur 100.000 habitants, nous relevons :

291 décès tuberculeux pour les îlots insalubres,
152 décès tuberculeux pour l'ensemble de Paris,
137 décès tuberculeux pour les habitations à bon marché.

Citons enfin pour l'année 1933 des chiffres relatifs au XX^e arrondissement : sur 100.000 habitants, nous relevons :

Paris.....	156
Ensemble du XX ^e	223
Îlot insalubre n° 2 (Père Lachaise).....	303
Îlot insalubre n° 7 (Belleville).....	292
Habitations à bon marché du XX ^e	93

De son côté, la Ligue Nationale Belge contre la Tuberculose a relevé que pour 1.136 familles de 4 enfants au moins, ayant un ou plusieurs tuberculeux et assistées par une œuvre antituberculeuse, 30 % seulement avaient un logement convenable. Pour les 40 % restant le logement était insalubre ou insuffisant.

De toutes parts étaient signalés des faits troublants qui venaient confirmer les larges études statistiques que nous venons d'exposer ; c'est ainsi que M. Delteil, Inspecteur départemental d'hygiène de Lot-et-Garonne, dénonçait cette maison de la rue de la Fédération à Agen où 3 ménages se sont succédés et où 5 cas de tuberculose ont été relevés ; tel également cet appartement de la rue de la Fonderie où 3 locataires successifs ont été atteints de tuberculose.

M. Auguste Lumière, qui prétend que le taudis n'est pas une cause de tuberculose, attribue les constatations de M. Delteil à une simple coïncidence et il le prouve par un travail touchant de nombreuses maisons de la ville de Lyon.

M. Lumière a dépouillé 12.000 fiches de tuberculeux décédés : il a trouvé 100 immeubles salubres ayant eu chacun de 4 à 9 décès en 8 ans ; tandis que 18 maisons insalubres n'ont présenté que 3 décès au cours de la même période.

M. Juillerat lui-même a parlé de « l'inutilité complète des efforts et des sacrifices consacrés à la suppression des taudis en ce qui concerne la tuberculose ».

Cependant la courbe de mortalité dans les îlots de la capitale diminue d'année en année et montre que le déclin s'accroît à chaque destruction nouvelle de taudis.

Certes le taudis ne crée par la tuberculose, mais celle-ci préexistante transforme le taudis en un foyer de tuberculose.

Si la tuberculose apparaît dans un taudis, aucune condition favorable n'est là pour aider à arrêter le développe-

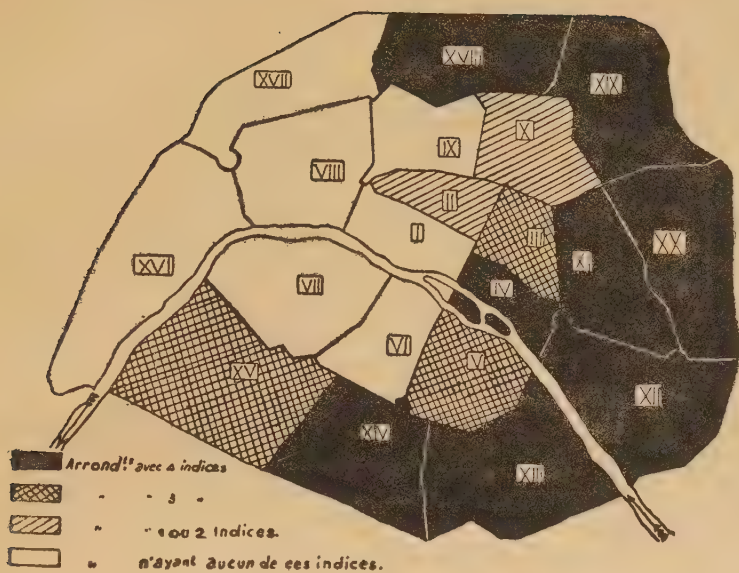


TABLEAU B.

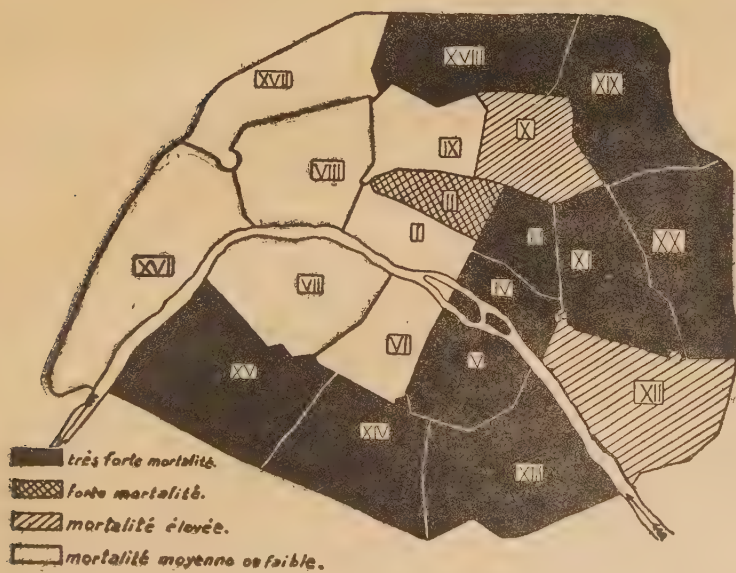


TABLEAU C.

ment de la maladie et pour protéger les membres de la famille.

En supprimant ce fléau social qu'est le taudis, nous lutterons contre cet autre fléau que constitue la tuberculose et nous nous rangerons aux côtés du D^r Bordet, Président de l'Œuvre Nationale belge de Défense contre la Tuberculose, Directeur de l'Institut Pasteur de Bruxelles, qui écrivait en 1930 : « En ce qui concerne le rôle du taudis dans la propagation de la tuberculose, les résultats des enquêtes menées dans différents pays sont formels et pouvaient d'ailleurs être prévus. Il est clair que les conditions d'existence dans les taudis sont de nature à faciliter considérablement la transmission de bacilles tuberculeux... Les enfants en bas âge qui vivent dans de tels logis insalubres, à côté de tuberculeux expectorant des germes sont particulièrement menacés. Ils sont fatalement condamnés à contracter la maladie, laquelle affecte en général des formes d'autant plus graves que l'enfant est plus jeune. La lutte contre le taudis doit figurer au programme des œuvres anti-tuberculeuses comme l'un de ses articles principaux. Le taudis est funeste surtout parce qu'il favorise la dissémination des bacilles tuberculeux et en même temps c'est essentiellement la tuberculose qui crée le danger du taudis. »

c) L'ALCOOLISME.

Cause indirecte du taudis ; de nombreux immeubles insalubres possèdent en devanture un bistrot ; nous voulons parler de l'hôtel meublé. La fréquentation de ce débit est moralement obligatoire malgré la porte indépendante que la loi exige et qui existe matériellement plutôt que pratiquement. Nous aurons une idée de la fréquence de l'intempérance des habitants de taudis qui en est son corollaire

presque obligatoire en citant les chiffres d'un dépouillement statistique en cours sur les dossiers de familles signalées au tribunal pour enfants de la Seine : dans les 74 cas où l'on s'est trouvé en présence d'un taudis ou d'un intérieur sale, on ne relève que 12 familles, soit 16,21 où il n'y a pas d'alcoolisme. Dans 37 cas, les 2 conjoints sont alcooliques, soit 50 %.

L'habitant du taudis est nécessairement tenté par l'atmosphère plus agréable du café ; l'ivrogne est alors candidat à bien des maladies, telles que la cirrhose du foie, le délirium tremens, la polynévrite. La descendance, elle aussi, sera frappée, victime de la loi de l'hérédité et il ne faut pas être surpris de trouver parmi ces familles grouillant dans les logis de mort, tant d'êtres chétifs, d'arriérés et d'anormaux.

INFLUENCE DU TAUDIS SUR L'ÉTAT PHYSIQUE DE L'ENFANT.

Tout au long des paragraphes précédents, nous avons été amené à montrer que l'enfant vivant dans un taudis était plus que tout autre frappé dans la propagation des maladies contagieuses et de la tuberculose. L'expérience prouve, d'autre part, que les enfants habitant des logements insalubres sont particulièrement pâles et malingres. L'absence de soleil, de lumière et d'air sont de nature à porter atteinte au développement des individus à un âge où la labilité de l'organisme est si grande ; aussi trouve-t-on fréquemment des déformations rachitiques. L'état de résistance aux infections microbiennes se trouve également amoindri.

Tout ceci est prouvé par la fréquentation des consultations de nourrissons et par la visite de contrôle médical

chez les écoliers dans les quartiers où les taudis sont particulièrement nombreux.

A l'étranger, des statistiques très précises ont été établies : à Milan par Pagliani, à Glasgow enfin par le Bureau d'éducation.

A Glasgow, en particulier, le D^r Chalmers a relevé le taux de mortalité des enfants de 1 à 5 ans suivant le nombre de chambres dont disposaient les parents.

Pour 1.000 enfants, ce taux est de 16,6 pour les logements de 1 pièce ; de 12,6 pour les logements de 2 pièces ; de 7,2 pour 3 pièces, et 3,4 seulement pour 4 pièces.

D'un autre côté, le D^r Sand, Secrétaire Général du Ministère de la Santé Publique à Bruxelles, relevait dans son livre *La Belgique Sociale*, que dans un quartier aristocratique de Bruxelles il y avait proportionnellement deux fois moins de naissances que dans le quartier populeux du centre de la ville, mais que, par contre, les décès dans le quartier pauvre étaient deux fois plus nombreux. Il y mourait deux fois et demi plus de petits enfants. Les maladies infectieuses y faisaient deux fois et la tuberculose cinq fois plus de victimes.

La Ligue Nationale Belge contre le taudis constate que sur 160 familles habitant des taudis et ayant fait l'objet d'une enquête, il existe sur un nombre total de 946 enfants que possèdent ces familles nombreuses, 125 enfants déficients à des titres divers : débilité infantile, rachitisme ou tuberculose.

L'influence de l'habitation sur la mortalité des nourrissons est une des corrélations médico-sociales connues depuis longtemps.

Les dépenses occasionnées par les œuvres de l'enfance ne seront pas efficaces aussi longtemps que ces enfants vivront dans un logis obscur, humide et mal aéré. C'est parmi les malheureux qui doivent vivre dans les taudis

que se recrute la clientèle principale des colonies de bienfaisance et des asiles pour enfants abandonnés.

Le but poursuivi par ces œuvres se trouve compromis chaque fois que l'enfant retourne, après un séjour dans un établissement, dans un logis dont les conditions hygiéniques sont déplorables.

II. — Conséquences sociales du taudis.

Le problème de l'habitation, et partant la recherche et la destruction des taudis, leur remplacement par des logements sains, est un de ceux qui touche de plus près à l'intérêt vital d'un pays. En effet, comme le dit M. Rey, Vice-Président de la Société de Médecine Publique et de Génie Sanitaire « l'habitation est pour l'homme un véritable vêtement qui couvre inexorablement près des deux tiers de son existence. » Ce vêtement exerce sur sa vie journalière une influence implacable ou bienfaisante, déprimante ou vivifiante. C'est au logis que se développent ou s'anéantissent les familles.

D'autre part, M. Rey montre à quel point la question de l'habitation est intimement liée à celle de la natalité et de la mortalité. Dans des pays étrangers où la lutte contre les taudis est menée très activement depuis 20 ans, on a vu, non seulement la mortalité décroître, mais la natalité augmenter d'une manière sensible. Or, il ne faut pas oublier que la France subit une crise grave et profonde de dénatalité. On cherche par tous les moyens à enrayer cette crise des naissances. Notre Maître, le Docteur Devraigne, a entrepris depuis 1905 une campagne dans ce sens. Nous retrouvons ici encore le nom de M. Georges Risler dont l'activité inlassable est toujours consacrée aux problèmes sociaux et qui préside le Conseil Supérieur de la Natalité.

Dans une conférence faite à la Sorbonne, en 1934, M. Devraigne signalait les chiffres de naissance suivants :

Sous le second Empire.....	1.034.0000	naissances
En 1930.....	748.000	—
En 1932.....	722.246	—
En 1933.....	682.000	—

Si l'on tient compte de ce que sous le Second Empire, il naissait 10.000 enfants étrangers par an et qu'en 1933 il en naissait 56.000, on voit à quel point l'avenir de la nation française se trouve menacé. Lutter contre le taudis, enrayer la mortalité générale, ce sera par contre-coup augmenter la natalité : il est donc de l'intérêt général d'avoir une politique de l'habitation.

Les nombreuses initiatives privées pour l'amélioration du logement populaire ont toujours donné satisfaction à ceux qui en ont fait les frais ; les exemples sont probants. Sans aucune exception, toutes les cités ouvrières construites suivant les règles de l'hygiène moderne ont pour résultat de faire régresser la tuberculose et de développer la natalité.

C'est ainsi que la Compagnie des Chemins de fer du Nord a été à même de dresser le tableau suivant de natalité comparée entre les villes et les cités-jardins construites par elle.

TABLEAU B.

Natalité	Béthune		Diff. à l'avantage de la Cité	Roye		Diff. à l'avantage de la Cité
	Ville	Cité		Ville	Cité	
En 1920	1,5 %	5,09 %	3,59 %	1,6 %	4,5 %	2,7 %
En 1921	1,2 %	4,05 %	2,85 %	1,02 %	3,4 %	1,3 %

En 1921, dans la Cité Jardin de Tergnier (Nord) il y eut 75 naissances et 3 décès d'enfants de moins d'un an, soit une mortalité de 4 %. Dans le reste de l'agglomération, il y eut 94 naissances et 37 décès d'enfants de moins d'un an, soit 39 %.

On voit donc l'influence indiscutable d'un logement sain et agréable sur le développement de la natalité et la diminution de la mortalité des enfants en bas âge.

D'ailleurs, la lutte contre les habitations insalubres permettra d'accroître la population du pays, non seulement en préservant les nourrissons, mais également les adultes. La mortalité générale est beaucoup plus grande dans les taudis que dans les habitations saines. C'est ainsi que M. Juillerat signale que, alors que la mortalité est en moyenne de 5 pour mille habitants, dans 820 maisons insalubres découvertes par leur casier sanitaire, elle s'élevait à 19,26 pour 1.000. C'est à juste titre qu'on a désigné ces maisons du nom de « maisons de mort ».

Pour diminuer la morbidité qui accompagne une telle mortalité, il suffirait d'un faible effort. On compte en moyenne que pour chaque mort il y a au minimum 5 malades alités. Le taux moyen de morbidité française peut être de cette manière estimé à 82,5 pour 1.000 habitants. Or, en Angleterre ce taux n'est que de 58,5 pour 1.000. La France compte donc en moyenne par an 3.400.000 malades. On a peine à se rendre compte des charges énormes que cette situation entraîne pour le budget national. Les frais que comporterait une campagne aboutissant à abaisser de 4 pour mille habitants la mortalité générale, en sauvant 160.000 vies humaines, éviterait au pays 800.000 malades alités.

Citons l'exemple donné par René Sand dans son livre *L'Economie humaine par la médecine sociale*. A Liverpool, 11.000 personnes recrutées dans les taudis furent logées dans des maisons saines, sans qu'aucune autre condition

ne fut modifiée : leur mortalité tomba de 40 à 28, pour l'ensemble de la population et de 30 à 16,7 pour les enfants.

La politique française de l'habitation, bien qu'en retard sur celle de certains pays, a cependant réalisé de grands progrès. La lutte contre le taudis a contribué à la régression de la mortalité générale. Comparativement à 1845, le déclin de la mortalité atteint aujourd'hui 33,3 %. Le gain réalisé est évalué par M. Moine à 455.000 vies humaines portant sur les tout jeunes enfants et les adultes dans la force de l'âge, entre vingt-cinq et quarante-cinq ans. Cependant 200.000 vies pourraient encore être conservées si on améliorait les conditions d'existence et principalement d'habitation.

III. — Conséquences morales du taudis.

Le taudis n'agit pas seulement sur les personnes, il détruit la famille et dresse les malheureux contre la Société qu'ils rendent responsable de leur misère.

Un intérieur sale et encombré ne retient pas l'ouvrier à son foyer. M. Auguste Lumière écrit : « Quand l'ouvrier, rentrant de son travail, pénètre dans son logement exigü, obscur et malpropre, il coudoie trop intimement sa misère et va chercher ailleurs un peu du bien-être qu'il ne rencontre pas chez lui... une partie de son salaire si nécessaire à la subsistance de la famille disparaît ainsi, pendant que la femme, pour compenser maigrement la carence de l'époux, se livre à un travail qui l'épuise, néglige les soins du ménage et des enfants... »

Un intérieur propre et accueillant est le signe d'un ménage économe, travailleur, tempérant. Le taudis encourage la saleté, la paresse, le désir d'évasion. L'expérience prouve que l'homme ne travaille bien que s'il est bien portant et heureux. Son bonheur domestique conditionne son rendement au point de vue travail. Les grandes Compagnies le

savent bien puisqu'elles se sont occupées depuis quelques années d'améliorer le logement de leurs employés.

Dans les taudis la vie de famille est impossible. On est entassé, on se gêne les uns les autres, les enfants crient. Le repas familial ne peut souvent se prendre ensemble faute de table suffisante. La promiscuité est trop grande, l'insuffisance des lits oblige à des entassements regrettables. Certes beaucoup de parents déploient des prodiges d'ingéniosité pour sauvegarder les convenances, mais très fréquemment des enfants des deux sexes couchent ensemble.

L'isolement n'est pas réalisé avec les voisins non plus. On entend tout ce qui se passe chez les autres. Dans les garnis surtout, le voisinage n'est pas toujours excellent, il y traîne des gens de moralité douteuse qui ont vite fait de désunir un ménage déjà compromis ou d'entraîner un enfant influençable. Les voisins bavardent, colportent les discussions, augmentent les mécontentements.

Le taudis rend donc toute vie familiale impossible. Il invite chacun à fuir le logis inhospitalier. Nous ne nous étendrons pas sur les méfaits du taudis, sur le moral de tous ses habitants, mais plus particulièrement sur ses répercussions sur l'enfant qui y naît avec toutes les possibilités de devenir honnête et qui y deviendra peut-être un chenapan.

Les enfants ne sont pas atteints que dans leurs corps en vivant dans des taudis. Il ne sont pas simplement exposés plus facilement au rachitisme ou à la tuberculose, ils sont atteints dans leur esprit et de deux manières à la fois par absence d'éducation et par les mauvais exemples dont ils sont trop facilement les témoins.

M^{lle} Racine, étudiant les dossiers de trois cents enfants traduits en justice dans la ville de Bruxelles, notait que : « Un sur deux des enfants qui comparaissent devant le Tribunal de Bruxelles a grandi dans un logement peu favorable à l'intégrité physique et à la dignité morale. »

La douzième session de l'Association internationale pour la Protection de l'Enfance a mis à l'ordre du jour la question du taudis et de son action sur l'état physique, psychique et moral de l'enfant. A cette occasion de nombreux rapports furent présentés par les délégués des différentes nations. Nous avons pu prendre connaissance de ces rapports et tous sont unanimes pour dénoncer le taudis comme étant à la base de presque tous les cas de crimes d'enfants, de perversité précoce, et d'immoralité en général.

M. Van Billoën, secrétaire général de la Ligue Nationale Belge contre le Taudis, rapporte cette opinion de M. Paul Wets, Juge au Tribunal des Enfants de l'arrondissement de Bruxelles : « Depuis seize ans que je vois grandir mon expérience dans le domaine de la protection des enfants et de la répression de la criminalité, je puis vous affirmer que parmi les causes de la dite criminalité, il ne s'en reconnaît guère de plus grave que celle du taudis. Le taudis est un des principaux pourvoyeurs de l'immoralité qui, se manifestant sous toutes ses formes, amène fatalement l'enfant devant le magistrat de la juridiction nouvelle... Nous assistons depuis quelque temps à un accroissement effrayant de faits d'inceste, conséquence fatale du surpeuplement des taudis et de l'obligation où se trouvent beaucoup de malheureux, de sexe différent, de vivre dans un contact constant de jour et de nuit. »

M. Cyril Burt, comparant les enfants délinquants aux écoliers appartenant au même milieu, constate que les logements insuffisants se rencontrent dans la proportion de 1,32 chez les enfants qui comparaissent devant les tribunaux, par rapport aux enfants normaux.

On rencontre d'ailleurs, parmi les enfants des taudis, un grand nombre d'enfants arriérés et anormaux. L'hérédité alcoolique et tuberculeuse qui pèse sur ces enfants, d'autre part la hideur du milieu familial, ne peuvent que

paralyser l'évolution psychique de ces malheureux. Les cas d'infantilisme prolongé, de débilité mentale, de crétinisme, sont trop fréquents parmi les enfants des taudis.

La moralité d'un enfant, même normal et exempt d'hérédité lourde, ne peut pas se développer dans un taudis comme dans une habitation saine.

Tout d'abord, il faut incriminer la mauvaise éducation, ou plutôt, l'absence à peu près totale d'éducation. Dans ces milieux, les enfants sont toujours livrés à eux-mêmes. Le père et la mère, même s'ils ne travaillent pas au dehors, sont presque toujours incapables de fournir un appui, de former l'esprit de leur progéniture. Or, l'éducation à l'école ne suffit pas à suppléer l'absence de direction au foyer. L'enfant a besoin de sécurité. Il doit se sentir entouré, protégé par des parents unis en qui il a confiance et qu'il admire. Il a besoin d'être grondé avec indulgence, dirigé avec intelligence. Il faut que ses erreurs soient corrigées avec habileté, que les notions acquises soient mises à sa portée. Il a besoin aussi d'isolement, de pouvoir à son aise faire du bruit et jouer, ou encore faire ses devoirs.

Tout cela manque à l'enfant mal logé. Le plus souvent les parents fuient le logis trop étroit et sale. L'enfant lui-même s'y déplaît. Il se réfugie dans la rue tout le long du jour, où il retrouve des camarades de son âge, tout aussi peu éduqués que lui, et ce ne sont pas toujours ceux qui ont les meilleurs instincts qui ont le plus d'influence sur les autres. Les parents ne s'occupent que très rarement de leur progéniture. Souvent même les enfants ne vivent plus avec leurs parents, mais avec un ami du père ou de la mère, quelquefois hostile. Les ménages ne sont pas toujours constitués régulièrement. L'ami ou l'amie remplace le père ou la mère disparu. L'union de passage laisse au foyer une série d'enfants venus de divers endroits, quelquefois sans lien aucun avec le couple réuni. Très souvent, dans de tels milieux, l'abondance des enfants est

d'autant plus grande que les conditions de vie sont plus misérables.

Les enfants poussent comme ils peuvent, on ne s'en occupe pas, sauf au moment où ils peuvent travailler ou permettre d'obtenir une indemnité plus importante.

L'enfant livré à lui-même s'éduque comme il peut. Il s'instruit d'exemples, et ceux-ci ne sont pas toujours excellents. En contact perpétuel avec ses parents ou avec des parents de hasard, il n'ignore rien de leur déchéance, de leurs vices parfois, de leurs querelles. Il perd très vite le respect de l'autorité paternelle. Il n'est pas étonnant que l'enfant devienne précocement sceptique et gouailleur. Sans compter que si les parents sont souvent ignorants de leurs devoirs envers leurs enfants, ils oublient moins vite les devoirs de ceux-ci envers eux et demandent un respect que les enfants se refusent à leur accorder. D'où discorde et mésentente au logis trop étroit où aucun ne peut s'isoler à sa guise.

En même temps que l'enfant échappe à l'influence de ses parents, il se réfugie dans la rue où il subit les mauvaises fréquentations, l'initiation brutale aux laideurs de la vie. Il ne peut rester tout le jour chez lui, d'où d'ailleurs il est souvent chassé parce qu'il est trop bruyant et encombrant. Sur le pavé, il coudoie toute une humanité peu recommandable. D'inoffensives parties de billes lui apprennent le jeu, la fraude innocente. L'habitude est prise et à 18 ans on passe en correctionnelle.

Des bandes s'organisent pour réaliser les exploits du dernier film policier. Les imaginations s'enhardissent sur les thèmes de banditisme, fournis par les films d'aventure. Des statistiques faites à Liverpool ont montré l'étroite corrélation du logement et de la criminalité ; en 1894 et en 1912, le chiffre des délits baissa de 202 à 4 parallèlement à la suppression des taudis.

On ne peut dire que le taudis soit entièrement respon-

sable de cet état de choses et l'hérédité, le caractère des parents y ont aussi une part. Mais bien peu nombreux sont ceux qui résistent au milieu de tant de conditions favorables à l'abaissement.

On a souvent parlé du père qui fuit le logis malpropre et sans ordre. C'est peut-être souvent une excuse qu'il se donne, mais un intérieur coquet et vaste pourrait peut-être rivaliser avec l'ambiance confortable du café. Là, on retrouve des camarades, on noue des relations de hasard, on se laisse entraîner. La mère, lasse d'attendre, et ayant elle-même des griefs la détournant de son foyer, quitte aussi la maison pour bavarder avec les voisines, pour boire aussi parfois.

Pour l'enfant, c'est la rue, le vagabondage et toutes ses conséquences, la prostitution.

Où encore, si tout le monde reste à la maison, on s'y trouve bientôt trop à l'étroit. Les caractères s'aigrirent, les contacts sont trop fréquents, les causes de conflit se multiplient et s'exaspèrent du fait que l'on ne peut s'isoler pour mettre fin à la dispute. Les nerfs sont exaspérés par l'absence de repos réels, car la nuit on s'entasse inconfortablement. On a pu saisir l'influence du surpeuplement sur le heurt des caractères : M^{lle} R. Gain, Directrice du Service Social de l'Enfance, rapporte l'observation suivante :

« Simone F..., 16 ans, a été mise à la porte par son père qui boit et qui est brutal. Dès le début de l'enquête faite alors, la famille qui habitait depuis dix ans un logis étroit et encombré, s'installe dans des conditions meilleures et dans un quartier différent. Ce fut une transformation radicale. Depuis deux ans le père ne s'est plus jamais livré à l'alcoolisme : « il tient à se faire une bonne réputation dans le quartier », disent les siens. Plus de scènes avec sa fille : « Simone a sa chambre personnelle ; dès que la discussion commence, elle s'y réfugie et tout se calme. »

Le taudis a ainsi une répercussion directe sur l'entente familiale. Aussi chacun cherche-t-il à fuir un intérieur déjà peu séduisant par lui-même et où règne la discorde.

En dehors des discordes qui ne sont pas causées forcément par le manque de place, mais que l'isolement impossible éternise et approfondit, il y a l'inconvénient certain des décisions des parents prises devant les enfants. Faute de place, les parents sont amenés à parler de tout ce qui les concerne devant les enfants eux-mêmes. Ils peuvent être amenés à discuter, à étaler leurs griefs devant les enfants, ce qui nuit encore à leur autorité.

D'autre part, le manque de place impose aux enfants des promiscuités souvent très gênantes. Le couchage est toujours insuffisant. Les parents et les enfants des deux sexes couchent dans la même pièce. Aucune pudeur ne peut rester à des enfants vivant dans ces conditions. Ils sont trop précocement et trop brutalement instruits des choses sexuelles.

M. Wets, Juge au Tribunal d'enfants de Bruxelles, attribue au taudis la responsabilité de la perversité précoce des enfants : « le taudis crée la promiscuité et celle-ci engendre fatalement l'immoralité, les attentats à la pudeur, le viol, l'inceste. La justice des enfants se livre à une enquête approfondie sur les conditions de vie des mineurs de justice, nous signale journellement de ces cas d'espèce qui font frémir et où l'on trouve de malheureux jeunes gens de l'un et l'autre sexe vivant dans des conditions que l'on ne réserverait pas aux animaux... »

Pourtant, ces enfants des taudis ont autant de sensibilité que les autres ; quelques-uns mêmes se sont conservés intacts et toutes les enquêtes l'ont montré. Mais ils sont trop tôt en contact avec les laideurs de la vie, pour que leur sensibilité ne s'émousse pas rapidement. L'enfant s'endurcit. Il souffre aussi de la vie matérielle difficile, des privations, de tous les désirs légitimes et inassouvis de gê-

teaux, de jouets, etc... En grandissant, il acquiert la haine de la Société et se livre à des actes de vandalisme : « Il faudrait, dit le D^r De Mesnil, un véritable héroïsme pour ne pas contracter dans les taudis la haine de la Société. » Si misérable qu'il naisse, l'enfant est riche de délicatesse, d'aspirations à l'idéal, d'affection, de propreté morale. Une ambiance favorable est cependant nécessaire au développement de ces aspirations. Et on a pu dire que « un minimum de bien-être est nécessaire à la vertu ».

DEUXIÈME PARTIE

Lutte contre le taudis.

Pour remédier au taudis, il n'est qu'une solution décisive : construire des maisons neuves et saines, à des loyers aussi peu élevés que possible. Le problème de la construction de logements nouveaux préoccupe toutes les nations depuis bien longtemps et la France est loin d'être en tête dans cette course à la construction. Plusieurs années déjà avant la guerre, la crise du logement existait dans les grandes villes, et les législateurs, les pouvoirs publics, les philanthropes, les chefs d'entreprise, les industriels s'étaient mis à l'œuvre pour obtenir l'amélioration du logement ouvrier.

En France, le problème passait inaperçu pour l'opinion publique. Le grand public n'était pas au courant de la question comme à l'étranger pour les raisons essentielles suivantes : en premier lieu, la situation démographique de la France n'était pas la même que celle des pays anglosaxons à très forte natalité : il n'existait pas comme en Allemagne, de nécessité de créer chaque année des milliers de foyers nouveaux. En second lieu, on remarquera que les peuples d'origine latine, et les Français en particulier n'éprouvent pas le même besoin de confort dans l'habitation que les races germaniques ; les conditions climatiques étant très favorables à une vie à l'extérieur, le souci de chez soi passait au second plan.

Cependant de nombreuses causes ont amené en France un état de surpeuplement alarmant qui a obligé les pouvoirs publics à avoir une politique de l'habitation. Tout d'abord, l'accroissement très rapide de la population des villes au détriment des campagnes amena un entassement dans des locaux insuffisants. Les statistiques du département de la Seine, en 1911, indiquaient ainsi que sur 8.013.685 habitants, 763.587 soit 95 %₀₀ s'entassaient dans des logements surpeuplés, tandis que 358 pour 1.000 vivaient dans des locaux insuffisants. Puis la guerre mondiale amena un arrêt immédiat de toute construction nouvelle et le repliement des populations des régions envahies sur le reste du territoire amena une crise des logements grave qui obligea les législateurs à adopter une politique de l'habitation.

Il est intéressant de voir comment les autres nations ont résolu le problème de l'habitation, avant de voir comment la France, elle-même, a fait face aux difficultés rencontrées.

1° *L'Allemagne* s'est attaquée au problème du logement avec rigueur et précision. Les chiffres suivants sont fournis par le *Bulletin de statistique générale* :

Année 1919.....	60.900 constructions nouvelles	
Année 1920.....	105.300	—
Année 1921.....	141.500	—
Année 1925.....	191.800	—
Année 1926.....	220.500	—
Année 1929.....	330.000	—

De 1928 à 1931 on a construit 948.000 logements et depuis l'avènement du Président Hitler on a encore activé la construction.

2° *En Angleterre*, où la législation sur les expropriations est beaucoup plus sévère que la nôtre parce qu'elle em-

pêche toute spéculation, le nombre de logements construits a été de 3 millions environ représentant un capital de 100 milliards.

3° *En Belgique*, la Société Nationale des habitations à bon marché a créé, depuis 1920, 290 Sociétés et le total des capitaux investis pour de nouvelles constructions salubres s'élevait au 31 décembre 1936 à environ deux milliards de francs. Le quart des maisons neuves est réservé aux occupants des taudis, la préférence étant donnée aux familles nombreuses et nécessiteuses. Les Bourgmestres ont été invités à décréter la fermeture des taudis et à exiger l'assainissement de ceux qui sont susceptibles d'améliorations. En cas de refus ils peuvent décréter la fermeture de ces habitations pour cause d'insalubrité.

4° L'œuvre de la *Hollande* en matière d'habitations est certainement l'une des plus remarquables. Pour la décade comprise entre 1915 et 1925 on a consacré 680 millions, soit plus de la moitié de ce qui a été dépensé en France dans le même laps de temps, pour une population cinq fois supérieure.

En France, depuis 1920, 300.000 logements seulement ont été construits dont beaucoup ne sont vraiment pas des habitations à bon marché.

Le problème de l'habitation hygiénique à bon marché n'a pas avancé en France comme dans les pays limitrophes : les conséquences néfastes de la guerre, le manque de crédits, la dispersion des efforts, une législation concernant l'expropriation difficile sont les principales causes de ce retard malheureux.

Pourquoi ne pas adopter les méthodes sévères de l'Angleterre : le gouvernement de ce pays faisait adopter il y a trois ans une loi selon laquelle les logements d'une

seule chambre ne peuvent abriter que 2 personnes au plus, ceux de deux chambres : 3 ; ceux de trois chambres : 5.

Tout propriétaire est passible d'une amende élevée pour chaque jour d'occupation s'il y a surpeuplement du logement.

Au cours de cette deuxième partie où nous ferons l'étude de la lutte contre le taudis, nous traiterons successivement les divers temps de cette lutte :

- la découverte des logements insalubres ;
 - leur amélioration ;
 - leur destruction ;
 - la construction des logements salubres ;
 - enfin, dans un chapitre spécial, nous envisagerons la question des garnis qui méritent, par l'énorme développement qu'ils ont pris depuis la guerre, une mention particulière.
-

CHAPITRE I

Découverte des logements insalubres.

LE CASIER SANITAIRE. LE BUREAU D'HYGIÈNE. ACTION DES ŒUVRES.

Le premier temps de la lutte contre le taudis est la recherche et la découverte des logements insalubres.

A Paris, le « Service technique de l'hygiène de l'habitation et du Casier Sanitaire de la Préfecture de la Seine » recense les logements insalubres, provoque leur assainissement et retire les permis d'habiter.

Le 1^{er} janvier 1894, sur l'ordre de M. Poubelle, Préfet de Police, a été entreprise la création du Casier Sanitaire qui consiste en l'établissement d'une fiche pour chaque maison.

Le Casier Sanitaire d'une maison comprend :

- la date de construction ;
- une description de l'immeuble : longueur et hauteur de la façade, profondeur totale, superficie, niveau par rapport à celui de la rue, nombre de logements avec pour chacun le nombre de pièces et leur nombre d'habitants ; dimensions des cours intérieures ;
- l'indication des décès qui sont survenus dans l'immeuble pour maladies contagieuses ;
- le résultat de l'enquête sanitaire portant sur l'aération, l'éclairage, le chauffage, l'alimentation en eau,

- l'évacuation des eaux usées, ménagères, pluviales, industrielles, l'évacuation des immondices ;
- les travaux d'assainissement effectués ;
- les industries et les commerces exercés dans l'immeuble.

Le Casier Sanitaire, ainsi établi, centralise tous les renseignements intéressant la salubrité de l'immeuble et permet de reconnaître ceux qui sont frappés d'une mortalité élevée.

Juillerat, chef du Bureau d'Assainissement et du Casier Sanitaire des Maisons de Paris, fut ainsi amené à délimiter les six premiers *îlots* déclarés *insalubres* en constatant que les ravages de la contagion sévissaient spécialement dans des groupes d'immeubles qui étaient caractérisés par l'étroitesse des rues, l'exiguïté des cours, le mauvais état des immeubles.

Le soin de dépister, puis d'améliorer ou détruire les taudis a été dévolu au *Bureau d'Hygiène*.

Ses attributions obligatoires comprennent :

- les mesures sanitaires concernant les individus ;
- les mesures sanitaires concernant les immeubles, qui sont :
 - a) le contrôle de l'exécution du règlement sanitaire pour les prescriptions concernant les immeubles ;
 - b) la délivrance du permis de construire ;
 - c) l'assainissement des immeubles insalubres ;
 - d) l'établissement et la tenue à jour des casiers sanitaires.

A la tête du Bureau d'hygiène est placé un médecin, généralement conseiller municipal et adjoint au maire.

L'œuvre de cet organisme est de rechercher les maisons insalubres, de les faire assainir si cette mesure est possible, de les faire détruire si aucune amélioration ne peut être apportée.

Tout ceci nécessite des enquêtes qui sont faites par des inspecteurs de la salubrité.

Ici nous devons mentionner l'aide apportée par les Œuvres privées qui signalent les taudis au Bureau d'hygiène.

En 1906, la lutte contre les habitations insalubres était mise sous forme de société légale fondée par les D^{rs} Bernheim, Level, Papillon et G. Petit. Cette ligue comptait dès la première année 30.000 adhérents. A l'exception du D^r Petit, tous ses organisateurs-fondateurs sont morts.

Deux ans auparavant, Juillerat avait également étudié l'Habitation Urbaine dans un rapport au I^{er} Congrès International d'assainissement et de salubrité ; en 1905, Juillerat alertait l'opinion publique et publiait un petit livre de vulgarisation : « Le Casier Sanitaire des Maisons. » Il y montrait l'influence du manque d'air et de lumière sur la « naissance » des maladies. Le Professeur Renoir faisait en 1904 des conférences à la Faculté de Médecine sur les rapports de la tuberculose et de l'habitation.

M. Jean Noir, à la IV^e section du Congrès International de la tuberculose en 1905, présentait un mémoire intitulé : « La tuberculose pulmonaire chez les indigents et les nécessiteux dans un coin du vieux Paris. »

En 1924, M^{me} Georges Leygues fondait la Ligue Nationale contre le Taudis, reconnue d'utilité publique en 1927. Cette association comprend plusieurs sections :

1° *Une section de propagande* : qui cherche à saisir l'opinion publique sur l'urgence du problème de l'habitation par des conférences, des articles de presse, des tracts, des ventes de charité, des enquêtes et publications de statistique.

2° *Une section d'assistance* : la ligue cherche à améliorer les logements défectueux par des distributions gratuites de chaux et d'insecticide, des interventions et en cas de néces-

sité une aide pécuniaire au propriétaire ou au locataire pour obtenir des réparations urgentes.

3° *Une section populaire* : qui aide les familles pauvres à payer les terrains dont elles risquaient d'être expropriées et à terminer des maisons.

4° Enfin la Ligue a créé en 1927 une Société anonyme d'habitations à bon marché : Le Nouveau Logis, qui fonctionne sur ses directives et sous son contrôle. Cette filiale, due à l'initiative de M^{me} Georges Leygues, a entrepris aussitôt la construction à Orly d'une Cité-Jardin sur un terrain acheté par la Ligue.

Cette Cité, en plus d'une Maison Sociale avec dispensaire, service d'hygiène, comprend 36 logements répartis en 9 immeubles.

La Ligue, sous l'impulsion généreuse de M^{me} Georges Leygues, a mis au service de la lutte contre le taudis, tous ses moyens et toutes ses possibilités. Elle intéressait à la fois le grand public et les personnalités du monde officiel à cette entreprise.

Par la continuité de ses appels et de ses efforts, elle a rappelé aux gouvernements successifs qu'il était nécessaire qu'ils aient une politique de l'habitation.

D'autres œuvres ont été amenées plus ou moins directement à dénoncer les méfaits du taudis et ont ainsi apporté leur contribution à la lutte contre les maisons insalubres. Pour n'en citer qu'une, nommons l'Entr'aide des Femmes Françaises, fondée et présidée par M^{me} Thalheimer, dont notre Maître, le Docteur Devraigne, dirige le Comité Médical.

C'est ainsi que grâce aux pouvoirs publics et aux initiatives privées aucun logement insalubre ne passe inaperçu. Leur connaissance exacte permet d'envisager des mesures d'ensemble, d'assainissement et de destruction.

CHAPITRE II

Amélioration des logements insalubres. Préservation des habitants.

Tous les taudis ne pouvant malheureusement être détruits et remplacés par des habitations saines, on a pensé souvent à des procédés permettant de régénérer un logis insalubre au moyen de travaux appropriés — ou encore à protéger les habitants contre la maladie.

Le rôle de l'Etat dans cet ordre d'idée s'est manifesté dans la loi du 15 février 1902 relative à la santé publique. Cette loi conférerait aux municipalités le droit de faire disparaître les maisons reconnues insalubres ou, si cela était possible, d'y faire exécuter les travaux nécessaires. Le Maire a tous pouvoirs pour ordonner les travaux d'assainissement les plus complets : il peut faire amener l'eau potable, installer le « tout-à-l'égout », faire percer des fenêtres, abattre des cloisons et substituer des chambres vastes et éclairées à des trous obscurs et sans air. Il peut interdire l'habitation de tout ou partie d'un immeuble pour cause d'insalubrité et maintenir cette interdiction tant que les travaux nécessaires ne sont pas exécutés. En cas de non exécution le maire est autorisé à faire faire d'office les travaux et à expulser les habitants aux frais du propriétaire. La dépense relative à l'exécution des travaux est garantie par un privilège sur les revenus de l'im-

meuble — qui d'ailleurs acquiert généralement de ce fait une plus-value profitable au propriétaire.

En principe, il ne devrait donc plus exister de maisons malsaines. En réalité, les municipalités n'usent pas toujours de leurs pouvoirs ou ne sont pas qualifiées pour se faire obéir si le propriétaire fait traîner en longueur l'exécution des travaux. Cependant il reste que certains immeubles insalubres sont susceptibles d'améliorations et d'assainissement.

Des œuvres privées se sont attaquées à ce côté de la question et essayent de transformer en habitations saines et coquettes ceux des taudis pour lesquels la chose reste possible. On peut agir dans ce sens de deux manières : en effectuant les réparations nécessaires ou, si le taudis est dû à la malpropreté des habitants, en faisant leur éducation.

I. -- Amélioration des immeubles.

Dans certains logements malsains il suffirait de quelques travaux plus ou moins importants pour transformer radicalement les conditions de vie des habitants. Le percement d'ouvertures plus grandes ou plus nombreuses ; l'installation d'amenée d'eau potable et d'évacuation des eaux usées ; l'aménagement de lieux d'aisance propres, aérés, bien situés et en nombre suffisant sont des travaux qui permettent de transformer un immeuble malsain et dangereux pour la vie de ses habitants en un immeuble dont l'habitation deviendra tout à fait possible.

Il s'est fondé à Bruxelles une « Société pour l'amélioration du logement populaire » qui se propose de racheter, puis d'améliorer et d'assainir de vieux immeubles insalubres. Moyennant des dépenses relativement minimales et en tout cas bien inférieures à celles qu'exigerait la cons-

truction de maisons neuves, des immeubles salubres, mieux aérés, comprenant des chambres plus vastes obtenues par la réunion de plusieurs trop exigües, sont remis à la disposition de leurs anciens occupants ou à d'autres, moyennant des loyers peu élevés. Beaucoup de ces logements « améliorés » sont réoccupés par leurs anciens habitants. On a pu alors constater chez beaucoup d'entre eux le réveil du sentiment de l'attachement au foyer, de la coquetterie de l'intérieur, le désir de conserver au nouveau logis son aspect riant. Cette transformation matérielle a eu une influence souvent extraordinaire sur le moral des habitants et on a vu ainsi beaucoup de familles opérer un relèvement social extrêmement rapide.

Il serait peut-être souhaitable de voir se développer des sociétés de ce genre, qui permettraient d'offrir aux anciens habitants des logements, sinon parfaits, du moins bien supérieurs à ceux qu'ils avaient auparavant, et à des loyers équivalents.

II — Amélioration des logements. Education des habitants.

Certains logements normaux ne deviennent inhabitables que par manque d'entretien. Ceci ne dépend que de la propreté des occupants et seule peut y remédier une éducation hygiénique, de la femme principalement.

La Ligue contre le taudis s'est attaqué à ce côté du problème. Des visiteuses sociales vont trouver les habitants des taudis, leur fournissent, grâce à la Ligue, de la peinture, du papier et quelques tentures. Une fois ces menus travaux exécutés, le logement prend un aspect plus riant et il n'est pas impossible, grâce à des conseils, à une aide matérielle minime obtenue de la Ligue contre le Taudis, d'amener ces gens à conserver à leur intérieur ce nouvel aspect. Un nouvel équilibre de leur maigre budget,

quelques notions d'économie domestique leur permettent de sortir un peu de l'enfer dans lequel ils vivaient, et ce peut être le départ d'un relèvement social beaucoup plus important.

On voit l'énorme contribution apportée par la Ligue contre le Taudis dans la recherche de l'amélioration du logement populaire. Dans bien des cas où les crédits manquent pour construire, on peut déjà faire beaucoup avec quelque argent et une direction intelligente. L'œuvre admirable de M^{me} Thalheimer, l'Entr'aide des Femmes Françaises, dont notre Maître le D^r Devraigne est le Vice-Président, forme un corps de visiteuses sociales qui s'attachent à dépister le malheur là où il se cache et à entreprendre la rééducation de ces malheureux.

L'attachement des habitants des taudis à leur bouge infect n'est pas un mythe. Il a été maintes fois signalé. Comme le dit M. Devraigne « les meilleurs amis du taudis, ce sont ses habitants ». Souvent, des malheureux transportés dans les logements sains des habitations à bon marché le transforment en quelques mois en « taudis moderne », à peine moins infect que leur logement précédent.

Cela vient de ce que les ménagères des taudis ignorent tout de ce que doit savoir une bonne ménagère. Ce qu'il faudrait, et ce que le D^r Devraigne a maintes fois réclamé, c'est donner dès l'école, aux fillettes, un enseignement ménager solide et approfondi — « ce n'est qu'en développant au maximum l'enseignement ménager à l'école qu'on formera des ménagères », a dit le D^r Devraigne.

Il faut, en attendant, aller trouver la ménagère chez elle, capter sa confiance et lui donner des conseils utiles. Cette tâche souvent ingrate est indispensable si l'on veut sauver un certain nombre de ménages que l'on ne peut immédiatement transplanter.

III. — Préservation des enfants.

Lorsqu'il est impossible de faire quitter leur taudis à ceux qui l'occupent, on peut cependant songer à préserver l'avenir, en surveillant les enfants et en empêchant que le taudis exerce sur eux son influence néfaste.

M^{me} Thalheimer, présidente-fondatrice de l'Entr'aide des Femmes Françaises, nous a fait part à ce sujet d'une suggestion intéressante. Le but de cette œuvre étant de protéger la première enfance et de combattre la mortalité infantile, elle a été amenée tout naturellement à s'intéresser à la question des habitations insalubres. M^{me} Thalheimer, pour combattre à la fois le surpeuplement et la mortalité des nourrissons, désirerait voir adopter le projet de loi suivant :

A chaque naissance d'un enfant, une enquête serait faite par des assistantes sociales visiteuses au domicile des parents, si celui-ci est estimé insalubre ou surpeuplé, le nourrisson serait confié à une pouponnière jusqu'à un âge déterminé, 12 ou 18 mois par exemple. Il pourra être rendu à ses parents avant cette date, si le logement de ceux-ci s'est amélioré. Si les conditions de logement sont restées les mêmes et si l'on estime que le séjour dans un tel milieu serait dangereux pour le jeune enfant il serait remis à un centre d'élevage jusqu'à 3 ans. A ce moment il serait rendu à ses parents, muni d'une santé solide qui lui permettrait de mieux résister à l'ambiance malsaine dans laquelle il devrait vivre. Si les parents y consentent, l'enfant pourrait rester dans un centre jusqu'à son entrée à l'Ecole Maternelle.

On éviterait à la ménagère un surcroît de travail et de fatigue, tout en évitant à l'enfant : contagion, manque de soins et sous-alimentation. Dans le cas où l'enfant reste à la pouponnière, les allocations pour charges de famille,

au lieu d'être versées aux parents, seraient remises aux pouponnières au nom de l'enfant : On serait ainsi assuré que le supplément de secours profiterait effectivement au bien-être de l'enfant.

On peut encore lutter contre le surpeuplement en facilitant de toutes les manières l'évasion de l'enfant hors du logis dans des conditions saines. Il faudrait dans les colonies de vacances, donner la préférence aux enfants des taudis ; souvent, le mode de sélection pour les camps de vacances, qui fait choisir l'enfant le plus sage et le mieux doué, élimine l'enfant du taudis dont la moralité n'est pas toujours très élevée et qui est un mauvais exemple pour ses camarades.

Cependant, l'enfant n'est pas responsable de cet état de choses. On pourrait peut-être envisager des camps spécialement réservés aux enfants des taudis sous la direction de moniteurs sélectionnés et particulièrement psychologues. Arracher quelques semaines l'enfant à son milieu, lui donner des forces nouvelles pour lutter au retour contre la maladie qui le guette, l'habituer à une vie régulière et disciplinée, lui fera énormément de bien, tant au physique qu'au moral.

D'autre part, on pourrait organiser une surveillance médicale obligatoire des enfants vivant dans les logements insalubres. Lorsqu'un immeuble aura été déclaré insalubre, s'il est impossible de l'abattre immédiatement, on pourrait faire visiter régulièrement les habitants par des médecins et dès qu'un cas de maladie serait signalé, on pourrait procéder à l'isolement du malade et à la protection de l'entourage. On éviterait ainsi qu'un tuberculeux ne contamine ceux qui l'entourent.

Toutes ces suggestions ne sont pas des remèdes, ce ne sont que des palliatifs permettant, en attendant de pouvoir détruire les taudis et les remplacer par des maisons neuves,

de limiter les dégâts et de sauver ceux qui peuvent être sauvés.

Le seul moyen de lutter efficacement serait de construire énormément à bon marché. Cependant tant que les crédits nécessaires ne seront pas votés on peut essayer d'améliorer les conditions de vie des habitants. Malheureusement la nouvelle course aux armements absorbe tous les crédits qui pourraient faire tant de bien pour les œuvres de paix, et, si la situation actuelle continue, notre pays à faible natalité et à trop forte mortalité, comme le dit M. Devraigne, « dans vingt ans n'aura plus de défenseurs ».

CHAPITRE III

Destruction des logements insalubres.

Expropriation.

Lorsqu'il a été reconnu que des habitations sont dangereuses pour la vie de leurs habitants, s'il n'y a aucun moyen de les améliorer, il faudrait pouvoir les détruire, et cela ne peut être obtenu qu'à l'aide d'une législation d'expropriation convenable.

Le principe de l'expropriation pour cause d'insalubrité ne s'est pas introduit facilement dans la législation.

En France, les questions d'hygiène de l'habitation ne s'introduisent guère avant 1840, à la suite des travaux de Villermé et Blanqui, qui intéressèrent pour la première fois l'opinion publique à la salubrité des logements. La loi du 3 mai 1841 admet le principe de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Cependant la procédure adoptée donnait de trop grands pouvoirs aux jurys d'expropriation et les indemnités trop élevées accordées aux propriétaires rendaient trop onéreux et, par là-même, impossibles les projets d'élargissements de rues ou de percées qui auraient permis de détruire les quartiers insalubres.

La loi du 13 avril 1850 ne modifie rien en ce qui concerne les expropriations. Il faut attendre un demi-siècle pour que Waldeck-Rousseau constitue une commission qui abou-

tit à la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique.

Cette loi, qui constitue un grand progrès sur les précédentes, restait inefficace pour les habitations par trop insalubres devant être abattues et expropriées. On ne peut exproprier que conformément à la loi de 1841, c'est-à-dire si l'insalubrité est le résultat de causes extérieures et si elle peut être supprimée par des travaux d'ensemble. C'est la destruction par îlots entiers qui est ainsi visée.

Les causes extérieures peuvent souvent créer l'insalubrité : les ruelles étroites et fangeuses, l'extrême humidité, le voisinage des marais... Mais bien souvent aussi la raison est dans l'immeuble même, dans le mauvais aménagement intérieur. L'assainissement ne dépend pas alors de travaux d'ensemble et l'immeuble peut voisiner avec d'autres plus sains qu'il serait excessif d'exproprier. La loi est inefficace en ce qui concerne les immeubles isolés.

D'autre part, les jurys d'expropriation continuent à jouir des pouvoirs exagérés et à accorder aux propriétaires des indemnités scandaleuses rendues possibles par l'article 60 de la loi de 1841.

A la suite de la loi de 1902, de nombreuses personnalités réclamèrent une modification de l'article 18 relatif à l'expropriation. M. Juillerat dénonça les « primes à l'insalubrité » accordées aux propriétaires d'immeubles expropriés. MM. Siegfried et Honnorat déposèrent de nombreux projets tendant à n'accorder au propriétaire que la valeur sanitaire de l'immeuble, conformément à ce qui avait été fait en Angleterre.

Toutes ces campagnes aboutirent à la loi du 17 juin 1915, modifiant l'article 18 de la loi de 1902. Cette loi accorde aux communes le droit d'exproprier pour cause d'insalubrité un immeuble isolé, s'il a été déclaré dangereux pour la santé publique. C'est le principe de l'insalubrité, et non pas celui de l'utilité, qui décide désormais de l'expropria-

tion. Il est possible de démolir un immeuble dangereux, même s'il est entouré d'immeubles indemnes.

La loi de 1915 modifie également les pouvoirs des jurys d'expropriation en ordonnant une enquête préalable dont les résultats sont mis à la connaissance du jury qui doit en tenir compte dans ses jugements. De plus, elle institue une procédure d'expropriation plus simple et plus rapide.

Les frais de l'expropriation incombent aux communes. Dans les commentaires ministériels de la loi de 1915, il est dit : « ... il faudra que les municipalités, comprenant le devoir qui leur incombe, procèdent à l'expropriation des îlots dont la conservation constituerait un véritable danger public. »

Il est évident que c'est imposer de très lourdes charges aux budgets des municipalités que de leur imposer les frais de l'expropriation. Et c'est peut-être une des raisons pour lesquelles tant d'îlots insalubres sont encore debout, bien que connus et dénoncés depuis longtemps.

Chaque fois que l'insalubrité d'un immeuble est constatée, toute une procédure longue et délicate doit être engagée en vue d'en interdire l'habitation. Toute fausse manœuvre peut donner lieu à des poursuites en dommages-intérêts de la part du propriétaire.

Il serait peut-être plus efficace de décharger quelque peu les municipalités en permettant aux comités d'habitations à bon marché et aux œuvres sociales d'engager une action directe contre le taudis.

Les Sociétés d'habitations à bon marché ne peuvent obtenir de prêts de l'Etat que lorsqu'elles sont devenues propriétaires des terrains sur lesquels elles veulent bâtir. C'est dire que leur action s'en trouve limitée. Elles n'ont aucune capacité légale pour acquérir par expropriation les immeubles nécessaires à l'exécution de leur programme : le Sénat, lors de la discussion de la loi Loucheur, ne leur a pas reconnu ce droit. Il permettrait pourtant à nombre de

sociétés de contribuer à la fois à la destruction des taudis et à la construction de logements de remplacement sains, et dégrèverait la commune d'une partie de ses charges.

L'immeuble sain construit sur l'emplacement de l'immeuble détruit permettrait d'éviter aux habitants ce transplantement d'un quartier à l'autre qui leur est si désagréable, que souvent ils préfèrent se reloger dans un taudis voisin plutôt que d'aller habiter une cité saine, mais éloignée du lieu de leur travail et du quartier où ils ont leurs habitudes, et leurs affections.

Le gros écueil des expropriations, en dépit de l'amélioration apportée par la loi de 1915, reste encore l'indemnité accordée au propriétaire. A ce sujet, une suggestion intéressante fut faite le 19 juin 1936, au Conseil Municipal de Paris, par M. Georges Ory, en son nom et en celui de plusieurs de ses collègues. Après avoir rappelé les méfaits du taudis et montré que le gros écueil d'une action efficace était le manque de ressources financières, M. Georges Ory exprima l'idée que l'indemnité d'expropriation ne devrait pas le plus souvent être payée en argent liquide. Il propose que la plupart des propriétaires évincés acceptent de devenir co-propriétaires ou propriétaires partiels des immeubles édifiés sur l'emplacement des taudis qui ne leur rapportent plus grand'chose, ou encore qu'ils reçoivent une rente prélevée sur le produit des loyers des nouveaux édifices. Les indemnités en espèces supprimées pourraient être ainsi consacrées à la suppression des taudis en plus grand nombre et à la construction de maisons modernes à loyers peu élevés. C'est dans cet esprit que MM. Georges Ory, Robert Bos, Gaston Pinot, Raphaël Schneid et Raoul Vergeot saisissaient le 19 juin 1936, le Conseil Municipal de la proposition suivante :

« Le Conseil,

« Sur la proposition de M. Georges Ory et de plusieurs de ses collègues,

« Délibère :

« L'Administration est invitée :

« 1^o A compléter la liste des immeubles insalubres de Paris ;

« 2^o A inscrire en tête de tous les plans de grands travaux et par priorité, la destruction des taudis et leur remplacement par des immeubles conformes à une politique rationnelle de l'habitation ;

« 3^o A inviter les propriétaires de taudis à réaliser eux-mêmes la destruction de leurs immeubles et leur remplacement par des maisons neuves ;

« Les propriétaires qui prendraient l'initiative de cette destruction bénéficieraient de prêts à faible taux d'intérêts qui leur seraient obligatoirement consentis par la Caisse d'Habitation à bon marché, de telle manière que soit encouragée cette initiative privée ;

« 4^o Dans le cas où les dits propriétaires ne se décideraient pas à agir ainsi, c'est le Conseil Municipal de la Ville qui prendrait cette décision, sans qu'aucune indemnité particulière soit versée aux propriétaires de ces maisons insalubres. C'est seulement lorsque les maisons nouvelles seront construites et après évacuation de l'ancienne qu'ils deviendront co-propriétaires avec la Ville, ou propriétaires partiels d'un, deux, trois étages, selon le cas. »

Ce projet fut renvoyé à l'Administration et depuis il semble que personne n'y ait plus jamais songé. Il contient pourtant une suggestion intéressante, qui permettrait de réaliser des économies immédiates importantes et qui rapprocherait notre législation de la législation anglaise, d'après laquelle toutes spéculations sur les expropriations sont impossibles.

CHAPITRE IV

Construction des logements salubres.

Le remède contre le taudis nous le connaissons tous, c'est sa destruction et son remplacement par des maisons neuves, qu'il s'agisse de maisons collectives, de maisons personnelles ou de cités-jardins.

Etudier la construction des logements salubres, c'est étudier le problème des habitations à bon marché.

Nous ferons d'abord un historique de la législation française sur les habitations à bon marché ; nous montrerons les résultats obtenus ; les difficultés auxquelles on se heurte et qui ne sont pas résolues.

Historique de la Législation française sur les habitations à bon marché.

1. Loi du 22 avril 1850.
2. Loi du 30 novembre 1894 (Loi Siegfried).
3. Loi du 15 février 1902.
4. Loi du 12 avril 1906 (Loi Strauss).
5. Loi du 10 avril 1908 (Loi Ribot).
6. Loi du 23 décembre 1912.
7. Loi du 5 décembre 1922 (Loi Ribot).
8. Loi du 13 juillet 1928 (Loi Loucheur).

1. LOI DU 22 AVRIL 1850.

Vers 1840, après les enquêtes célèbres de Villermé et les mémorables rapports de Blanqui sur la situation malheureuse des ouvriers entassés dans des taudis infâmes, l'Etat commença de s'intéresser au problème du logement et de le résoudre.

Dans un rapport sur les cités ouvrières publié en 1837, Villermé cite l'édification d'une cité ouvrière dans l'un des faubourgs de Bruxelles par le Gouvernement belge et cite également l'initiative d'un industriel de Mulhouse, Koechlin qui avait fait bâtir, pour 36 ménages d'ouvriers des logements de 3 pièces et un jardin, à faible loyer. Dans sa conclusion Villermé conseillait la construction pour les ouvriers de logements indépendants, bien éclairés, hygiéniques.

Ce rapport eut pour résultat le vote de la loi du 22 avril 1850 sur l'assainissement des logements insalubres.

Cette loi comprenait 14 articles. L'article 1^{er} ordonnait la création d'une commission d'inspection des logements dans toutes les communes où la municipalité estimait sa création nécessaire.

Un autre article indiquait que des rapports devaient être soumis au Conseil Municipal qui statuerait sur les travaux à effectuer, les moyens de contrainte, les amendes à infliger, etc...

Cette loi qui dans son esprit devait s'occuper des conditions de vie des habitants pauvres ne donna pas les résultats qu'on attendait. Les logements insalubres ne furent pas améliorés, on ne construisit pas de nouvelles habitations.

2. LOI DU 30 NOVEMBRE 1894 (*Loi Siegfried*).

Il faut attendre 1894 pour voir le problème de l'habitation entrer dans la voie des réalisations pratiques. Souignons qu'à cette époque la crise du logement n'existait pas et qu'on se préoccupait surtout de développer la petite propriété familiale grâce à des avances consenties par l'Etat.

Le texte de la loi Siegfried comprenait 16 articles ; il était question d'établir dans chaque département un ou plusieurs Comités d'habitations à bon marché. Ces Comités avaient pour mission d'encourager la construction des maisons salubres à bon marché, soit par des particuliers ou des sociétés, en vue de les louer ou de les vendre à échéance fixe ou par paiements fractionnés à des personnes n'étant propriétaires d'aucune maison, notamment à des ouvriers ou à des employés.

Les articles 6 et 7 spécifiaient que les fonds nécessaires pouvaient provenir des bureaux de bienfaisance, des hôpitaux, de la Caisse des Dépôts et Consignations, des caisses d'assurance, de la Caisse Nationale des Retraites.

L'article 9 prévoyait des avantages fiscaux : exonération pendant 12 ans de la contribution foncière, réduction de moitié des droits de mutation dus sur ces maisons.

L'article 14 créait auprès du ministre du Commerce et de l'Industrie un conseil supérieur des habitations à bon marché.

Le décret du 21 septembre 1895 et la loi du 31 mars 1896 complétaient la loi Siegfried pour la rendre pratique.

Le Conseil Supérieur des habitations à bon marché créé par cette loi publia en juin 1897 une note sur la mission des Comités locaux.

Nous considérons la loi Siegfried comme très importante malgré ses imperfections, malgré ses médiocres résultats.

Pour la première fois, il était question d'une politique

gouvernementale de l'habitation ; cette loi attirait l'attention du pays sur ce si grave problème.

3. LOI DU 15 FÉVRIER 1902.

Cette loi, relative à la protection de la santé publique et modifiée par le décret-loi du 30 octobre 1935, stipule que nul ne peut dans les agglomérations de 5.000 habitants et au-dessus, édifier une habitation sans une autorisation écrite délivrée par le maire, sur avis motivé de l'inspecteur départemental d'hygiène.

Un règlement sanitaire a été établi conformément au décret-loi du 30 octobre 1935 par Arrêté du Ministre de la Santé Publique du 13 avril 1937. Ce règlement fixe des règles générales de salubrité auxquelles l'architecte doit se soumettre : hauteur des constructions, cours et courettes, sous-sols, chauffage, installations d'eau, de gaz et d'électricité, évacuation des eaux et des matières usées...

4. LOI DU 12 AVRIL 1906 (*Loi Strauss*).

Cette loi complétait la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché ; tout en gardant ses grandes lignes elle augmentait les avantages fiscaux accordés aux Sociétés de crédit construisant pour leur compte ou pour des particuliers ainsi qu'aux propriétaires de maisons bâties sous le régime de la loi.

Cette loi fut suivie d'un grand nombre d'autres lois et décrets qui amenèrent une certaine confusion et allèrent à l'encontre du résultat cherché.

5. LOI DU 10 AVRIL 1908 (*Loi Ribot*).

Cette loi s'occupait spécialement de faciliter l'accession à la petite propriété de travailleurs honnêtes et prévoyants

qui pouvaient en 20 ou 25 ans, devenir propriétaires d'une maisonnette ou d'un jardin à la condition qu'ils puissent fournir le 1/5 de la somme nécessaire, le reste leur étant avancé par des Sociétés de Crédit Immobilier.

L'acquéreur ou le postulant devait contracter tout de suite une assurance sur la vie égale à la somme totale nécessaire et en cas de décès, sa veuve devenait propriétaire de droit.

6. LOI DU 23 DÉCEMBRE 1912.

Cette loi autorisait les villes et les départements à créer des offices publics d'habitations à bon marché ayant à peu près les mêmes avantages que les Sociétés.

Ces offices étaient chargés de construire et de gérer des immeubles donnés en location ordinaire.

En 1914, aucun office ne fonctionnait encore ; à la fin de la guerre la crise du logement se faisait plus aiguë par suite de l'arrêt des constructions pendant les hostilités et du dépeuplement rural.

7. LOI DU 5 DÉCEMBRE 1922.

Cette loi s'occupe particulièrement de donner à chacun un logement conforme aux nécessités de l'hygiène et de la vie familiale et soumet le plan des logements à des conditions hygiéniques, nettement définies.

Cette loi est à la base de la Loi Loucheur qui s'est inspirée de son esprit et dans le domaine de l'hygiène n'a rien modifié. Son but est de remédier à la crise du logement et de favoriser les familles nombreuses en construisant et en aménageant des immeubles neufs.

L'article 1^{er} de la loi du 5 décembre 1922 dit : « que les précédentes dispositions ont pour objet d'encourager la

construction de maisons salubres et à bon marché en faveur des personnes peu fortunées et notamment des travailleurs vivant principalement de leur salaire. »

L'article 2 traite des sociétés d'habitations à bon marché, des offices publics d'habitations à bon marché, des sociétés de Crédit Immobilier.

L'article 3 traite des subventions accordés par l'Etat aux Offices et aux Sociétés.

L'article 4 indique les conditions dans lesquelles les Sociétés de crédit immobilier peuvent fournir des subsides aux particuliers et aux Sociétés d'habitations à bon marché. L'emprunteur doit posséder le cinquième du prêt accordé et la somme empruntée doit être remboursée dans le délai maximum de 40 ans.

Un contrat avec la Caisse Nationale d'assurances doit être également établi.

L'article 5 est particulièrement intéressant, car pour la première fois sont introduites des dispositions concernant le logement des familles nombreuses.

L'article 6 traite des exemptions fiscales en résumant sans les modifier profondément, les dispositions contenues dans les précédentes lois.

Ces habitations à bon marché sont soumises à l'approbation de Comités de Patronage, composés d'architectes et d'hygiénistes qui délivrent un certificat déclarant que les conditions de salubrité prévues par la loi sont respectées dans le plan de construction proposé. La loi précise le nombre et la superficie des chambres, le mode d'éclairage, de chauffage et l'aération.

Reconnaissons que la série des lois que nous venons d'exposer représente un effort continu de la part des législateurs. Il y a lieu de regretter la médiocrité de la mise en application.

Par application de la législation des capitaux furent néanmoins engagés. Pour le prouver voici les chiffres des

prêts et avances consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations pour les communes, les Offices Publics et les Sociétés d'habitation à bon marché :

Année 1896.....	150.000
— 1903.....	790.000
— 1904.....	1.031.000
— 1906.....	2.049.000
— 1914.....	2.538.000
— 1920.....	91.727.200
— 1924.....	91.756.000
— 1926.....	118.229.000
— 1927.....	174.513.000

8. LOI DU 13 JUILLET 1928 (*Loi Loucheur*).

Malgré ces lois et leur mise en application, les pays étrangers avaient à cette époque une avance considérable sur nous. Le Ministre de l'Hygiène, M. Loucheur, le comprit fort bien et fit voter la loi du 13 juillet 1928 qui porte son nom.

La loi Loucheur complétait la loi Ribot et instituait un programme d'habitations à bon marché et de logements en vue de remédier à la crise de l'habitation. Elle prévoyait également un programme de constructions d'habitations à loyer moyen.

La loi du 13 juillet 1928, dit M. Loucheur, est, ne l'oublions pas, une loi qui s'adresse aux citoyens peu fortunés.

Les ressources indispensables au fonctionnement de la loi proviendront des diverses origines suivantes, spécifiées aux articles 4 et 5 :

- 1° d'une subvention de l'Etat.
- 2° de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- 3° des organismes et des particuliers acquéreurs ;
- 4° d'emprunts émis par les départements, communes et organismes d'habitations à bon marché.

Les constructions à réaliser à l'aide des ressources ci-des-

dessus énumérées sont soumises à un ordre de priorité. L'ordre établi est le suivant :

A. Organismes.

- 1° projets des Offices publics d'habitations à bon marché ;
- 2° projets des autres organismes.

B. Particuliers.

L'article 10 extrêmement important indique l'apport que devra faire l'intéressé pour obtenir le bénéfice de la loi Loucheur qui réduit les exigences suivant les catégories d'intéressés classés dans un ordre déterminé.

L'article 11 dispense d'intéressantes subventions aux particuliers désirant devenir propriétaires dans un court délai.

Cette loi donna à la construction une impulsion nouvelle, mettant en œuvre toute une série de mesures favorables au développement de la petite propriété, de la santé publique, de la famille et complétait les diverses dispositions de toute la législation antérieure.

La loi Loucheur fonctionne par l'intermédiaire des Sociétés de crédit immobilier et des organismes publics d'habitations à bon marché.

Les Commentaires de la loi du 13 juillet 1928 précisent qu'il faut, en même temps que ces maisons s'édifient, que disparaissent les taudis qui sont une misère sociale des grandes villes.

Offices publics d'habitations à bon marché.

Ces Offices furent créés par la loi du 23 décembre 1912 ; ce sont des établissements publics ayant pour objet l'amé-

nagement, la construction et la gestion d'immeubles salubres ainsi que l'assainissement des maisons existantes.

Ils sont créés par des décrets rendus en Conseil d'Etat sur la proposition du Ministre de l'Intérieur, du Ministre du Travail et du Ministre de la Santé Publique.

Ils sont gérés par un Conseil d'Administration composé de :

- 6 membres nommés par le Préfet et choisis parmi les personnes compétentes en matière d'hygiène et de construction.
- 6 membres désignés suivant les cas, soit par le Conseil Municipal, soit par le Comité du Syndicat des Communes, soit par le Conseil Général ;
- 6 membres élus par les institutions ci-après existantes dans la circonscription de l'office :
 - un membre par les Comités de Patronage ;
 - un membre par les Sociétés approuvées d'H. B. M. ;
 - un membre par le bureau des Sociétés et Unions des Sociétés de Secours Mutuels ;
 - un membre par le Conseil départemental d'hygiène ;
 - un membre par les unions de syndicats ;
 - un membre par les Conseils des Directeurs des Caisses d'épargne.

L'Office Public peut recevoir des prêts et des subventions de l'Etat.

Comités de patronage.

La loi Loucheur a élargi les attributions des Comités de Patronage par un article qui prescrit la consultation des Comités pour l'établissement du règlement concernant les conditions à remplir par les constructions bénéficiant des avantages de la loi ; le même article oblige les Comités à un contrôle sur place de la construction avant de délivrer ce certificat de salubrité.

Aussi longtemps que les maisons et logements bénéficient des avantages de la loi, les Comités de patronage ont le droit de s'assurer que les conditions de salubrité subsistent et ils peuvent retirer le certificat de salubrité si ces maisons ou logements cessent de remplir les conditions requises.

Résultats obtenus.

Considérons les résultats obtenus dans le département de la Seine : les immeubles construits pour la plupart sur les emplacements des anciennes fortifications et destinés à remplacer les taudis sont en majeure partie réservés aux familles nombreuses et de ce fait conçu avec un grand souci de salubrité par les architectes de la Ville de Paris.

Orientation, ensoleillement, installations sanitaires, aération sont en progrès d'un groupe d'immeubles à l'autre.

Au 1^{er} janvier 1933, le nombre des logements à bon marché ainsi mis à la disposition des familles ouvrières s'élevait à 13.885, abritant 74.593 habitants parmi lesquels 36.489 enfants de moins de 16 ans et 12.064 de 16 à 20 ans.

M. de Hurtado rappelait que ces constructions de 8 étages créent une densité de population et un danger de contamination physique et morale.

Aussi tout un programme d'action sanitaire et sociale a-t-il été envisagé :

- a) des jardins d'enfants au nombre de 24 ont été aménagés ; 51 jardinières y éduquent 1.900 enfants de 3 à 9 ans, que des médecins surveillent régulièrement ;
- b) un service médico-social des habitations à bon marché a été créé par M^{me} Sommier, en 1925, et accrédité par l'Office pour veiller sur l'état sanitaire des familles grâce à des infirmières et à des assistantes sociales, pénétrant dans tous les foyers.

En collaboration avec l'Office, il a été en outre créé des cours ménagers, des bibliothèques d'enfants.

M. de Hurtado a étudié la situation sanitaire de ces familles nombreuses transplantées du garnis ou du taudis dans des logements clairs et spacieux, grâce aux fiches et documents du service médico-social qui y ont trait, soit 23 groupes abritant 57.512 personnes.

Il faut d'abord remarquer que le recrutement de la population des habitations à bon marché s'est fait dans les milieux les plus lourdement grevés par la misère physiologique et les conditions antérieures de vie insalubre.

D'autre part, l'enquête particulièrement approfondie fait apparaître comme nulle part ailleurs la fréquence de la maladie et permet une évaluation plus exacte.

L'œuvre de M^{me} Sommier est restée en liaison avec les services de la statistique du Comité National de défense contre la tuberculose et avec les dispensaires de l'Office public d'hygiène sociale de la Seine.

Pour plus de sûreté il n'a été tenu compte que de la tuberculose pulmonaire.

La mortalité générale était très faible : 78 pour 10.000 habitants en 1933 alors que pour l'ensemble de la France elle est de 150 pour 10.000.

Sur 467 décès relevés en 1933, 88 étaient dus à la tuberculose pulmonaire, soit 19 pour 100, alors que pour la ville de Paris la proportion n'est que de 12,10 pour 100 décès, disproportion qui s'explique par le faible taux de la mortalité générale des habitations à bon marché et par l'âge de ses habitants.

Par contre, Paris enregistre cette même année un total de 156 décès par tuberculose pulmonaire pour 100.000 habitants alors que les habitations à bon marché arrivent à 155 seulement.

Tous ces chiffres sont d'ailleurs en régression d'une année à l'autre.

Les statistiques montrent que l'abaissement de la mortalité par tuberculose qui s'est fait sentir ces dernières années est plus marqué dans les habitations à bon marché que dans le reste de la ville de Paris.

Souvent aussi se prolonge l'action des tares héréditaires et des conditions primitives de vie insalubre ; de même le déplacement dans un milieu sain ne saurait toujours supprimer l'inconduite et les mauvaises habitudes de nombreux foyers.

C'est ici que le Service Médico-Social et d'autres œuvres privées ont à jouer un rôle dans l'ordre moral en empêchant la famille d'aller au cabaret et aussi dans le domaine de l'hygiène et de la prophylaxie.

En liaison avec l'Office public d'hygiène sociale, le Service Médico-Social étudie le mal et en recherche les causes. Ses assistants vont à domicile, surveillent les mères et les conseillent.

M. de Hurtado demande la liaison entre les services médicaux publics et privés pour permettre la recherche de toutes les tares et préconise le dossier unique suivant le malade dans toutes les consultations pour éviter de coûteux examens inutilement répétés et les contradictions dans les conseils.

En résumé, les Offices Publics et les Sociétés d'habitations à bon marché ont pris un développement considérable grâce à la loi Loucheur qui stimula l'initiative privée en lui apportant l'aide de l'Etat.

En 1936, il y avait en France 303 Offices Publics et 1.007 Sociétés d'habitations à bon marché.

La ville de Paris a construit plus de 19.000 logements pour 100.000 habitants et l'Office Public du département de la Seine, 18.000 logements pour 40.000 habitants. La cité-jardin de Suresnes est un modèle du genre avec ses maisons individuelles et collectives, son immeuble pour les familles à éduquer, son hôtel pour les célibataires, hommes

et femmes, son Centre pour vieillards, ses Groupes Scolaires et ses classes en plein air, son Service Médico-Social.

Il nous faudrait citer également les nombreuses réalisations de l'initiative privée : les cités d'Orly, d'Orgemont, du Moulin-Vert à Vitry ; les créations faites en province par tant d'industriels, par les Compagnies de Chemins de Fer...

Etat actuel de la question.

Actuellement la construction des habitations à bon marché se trouve très ralentie. Les ressources mises par le Ministère des Finances à la disposition des emprunteurs sont très loin de couvrir les demandes de crédit relatives à ces habitations. Ainsi la lutte contre le taudis se trouve entravée par le manque d'argent ; en 1930, un député, M. Denais, proposait une solution susceptible de résoudre cette question délicate : le projet de loi qu'il déposait faisait appel au crédit public dans une large mesure par la création d'un vaste organe analogue au Crédit National, créé pour la répartition des dommages causés par la guerre ; sous le contrôle de l'Etat une Caisse Centrale de l'habitation devait procéder à des émissions d'obligations nettes de tous impôts présents et futurs. Les fonds obtenus de cette manière seraient alors répartis suivant les besoins aux particuliers, aux collectivités, aux offices de crédit qui rembourseraient dans un délai de 40 ans.

De toute façon, il y a lieu de regretter cette insuffisance de crédit qui empêche de résoudre ce problème vital pour la nation : la destruction du taudis.

Pour Paris seulement un effort financier de 1.500 millions serait encore nécessaire pour assainir 250 hectares peuplés en 1937 par 169.710 habitants.

Notre Maître, le D^r Devraigne, déclarait au cours d'une de ses conférences sur la Dénatalité : « On trouve toujours

de l'argent pour la Défense Nationale, si l'on continue à ne pas se préoccuper de la dénatalité, bientôt il n'y aura plus de défenseurs nationaux. » Et un peu plus tard, il s'écriait : « Est-ce que par hasard, lutter contre le taudis, vouloir la disparition de ce maudit, de ce lépreux grand facteur de dénatalité, de ce destructeur de la race, vouloir le remplacer par des maisons saines, n'intéresse pas la Défense Nationale ? »

CHAPITRE V

La question des garnis.

La surveillance des garnis à Paris est exercée par la Préfecture de Police. Elle est régie par l'Ordonnance de Police du 19 octobre 1908, qui a été modifiée depuis, suivant les exigences de l'hygiène moderne.

Il est distingué trois sortes de garnis :

- 1° les garnis établis dans des immeubles construits après la publication de l'Ordonnance de Police du 19 octobre 1908 ;
- 2° les garnis établis après 1908 dans des immeubles existant à cette date ;
- 3° les garnis existant au 19 octobre 1908, avant la publication de l'Ordonnance.

Pour les garnis de la première catégorie, établis après 1908, le rôle de surveillance est simple. En effet, ces immeubles ont été construits d'après le règlement sanitaire de la Préfecture de la Seine. Leurs plans ont été soumis à l'approbation des services sanitaires de la ville. Ces immeubles se trouvent donc être, lors de leur édification, absolument conformes aux exigences de l'hygiène reconnue à cette époque. Le cube d'air minimum admis pour une personne est de 20 mètres. La police veille à ce que ces immeubles soient maintenus en état de salubrité par leurs propriétaires et exige que les réparations nécessaires soient exécutées. Des inspecteurs visitent régulièrement ces gar-

nis et sont à même d'empêcher l'immeuble de se transformer en taudis, soit par manque d'entretien, soit par surpeuplement.

Pour les logements de la deuxième catégorie, établis dans des immeubles préexistant au règlement sanitaire, on n'est pas assuré que l'immeuble réponde aux exigences sanitaires les plus récentes. Le cubage d'air admis au minimum par personne n'est plus que de 18 mètres cubes par personne, si la chambre n'est pas aérée directement et de 16 mètres si la chambre est établie au-dessus du premier étage et si elle est éclairée et aérée directement.

Quant aux garnis établis avant cette Ordonnance — et ils sont légions — les exigences de la police ne peuvent dépasser le volume d'air de 14 mètres cubes.

Ce sont dans ces garnis que se trouvent les taudis. La Préfecture de Police est impuissante dans la lutte contre ces hôtels malsains car ils abritent de nombreuses personnes que l'on ne saurait pour le moment loger ailleurs.

L'Ordonnance de Police du 28 octobre 1936 réglemente l'aménagement de ces hôtels de la manière suivante :

ART. 11. — Le nombre maximum de personnes qu'il sera permis de recevoir dans chaque pièce y sera affiché d'une manière apparente.

ART. 12. — Le sol des chambres dans les étages situés au-dessus du rez-de-chaussée sera imperméable ou imperméabilisé de façon à permettre de fréquents lavages.

Le sol des locaux sis au rez-de-chaussée, au-dessus des caves, ou des terres-pleins, devra toujours être imperméable.

Les murs, les cloisons et les plafonds seront enduits en plâtre. Ils seront maintenus en état de propreté et de préférence peints à l'huile ou badigeonnés à la chaux. Les peintures seront lessivées ou renouvelées au besoin tous les ans...

ART. 15. — Il est interdit de louer en garni des chambres qui ne seraient pas éclairées directement ou qui ne prendraient pas air et jour sur un corridor éclairé lui-même directement.

Les pièces qui prendraient air et jour sur un vestibule ou sur

un couloir éclairé directement devront toujours être munies d'une cheminée ou de tout autre moyen d'aération permanente.

Les chambrées et les chambres qui contiendraient plus de deux personnes devront toujours être éclairées directement.

ART. 16. — Il est interdit de louer des caves et des sous-sols en garni.

ART. 17. — Les chambres doivent être convenablement ventilées. Aucune chambre à coucher ne pourra être traversée par un tuyau de fumée en métal...

ART. 25. — Chaque maison louée en garni sera pourvue d'une quantité d'eau potable suffisante pour assurer la propreté et la salubrité de l'immeuble et pour subvenir aux besoins des locataires...

ART. 26. — Il est interdit d'utiliser d'autre eau que l'eau potable :

- 1^o pour la boisson, la préparation et la présentation des aliments, ainsi que tous usages ayant un rapport même indirect avec l'alimentation ;
- 2^o pour les soins de la toilette.

ART. 28. — Lorsqu'un cas de maladie contagieuse se sera manifesté dans un garni, un médecin délégué de l'Administration ira constater la nature de la maladie et provoquer les mesures propres à en prévenir la propagation.

Le logeur sera tenu de déférer aux injonctions qui lui seront adressées à la suite de cette visite, notamment en ce qui concerne l'isolement des malades, la désinfection des linges, des vêtements et des locaux.

Des inspecteurs veillent à ce que ces ordonnances soient respectées et si elles ne le sont pas, la Préfecture de Police peut interdire l'habitation de telle pièce jugée inhabitable tant que les travaux nécessaires ne sont pas exécutés. Malheureusement la tolérance est encore trop grande. Si l'on voulait obtenir des conditions d'habitations moyennement salubres, il faudrait fermer une telle quantité de garnis existants, qu'il est pratiquement impossible de prendre une telle mesure. D'autre part, on se heurte aux pro-

testations des tenanciers de garnis qui s'élèvent contre des mesures trop restrictives qui les empêcheraient de vivre. Les inspecteurs sont amenés à tolérer des infractions aux règles qui d'ailleurs manquent elles-mêmes de rigueur : ainsi le cubage admis dans les taudis de troisième catégorie est de 14 mètres cubes par personne, alors que les exigences d'une hygiène convenable sont de 20 mètres cubes. Mais on est amené à sanctionner un état de choses existant, faute de pouvoir faire mieux.

En effet, pour se permettre d'être rigoureux et d'interdire les garnis insalubres, il faudrait avoir des locaux suffisants pour héberger les malheureux occupants. Là aussi, il faudrait pouvoir construire en quantité des garnis sains et modernes, conformes aux règlements sanitaires, et dont les loyers ne soient guère plus élevés que ceux des bouges détruits. C'est encore le problème des constructions à bon marché qui se pose.

CONCLUSIONS

I. — Le taudis, tant à la ville qu'à la campagne, générateur de tous les fléaux sociaux, doit disparaître et être remplacé par des habitations saines et véritablement à bon marché.

II. — Pour cela il faut beaucoup d'argent, mais celui-ci sera productif par la limitation de la mortalité générale et infantile, la diminution de la criminalité et de ses conséquences, la disparition progressive des fléaux sociaux dont meurt la France.

III. — L'enseignement ménager à l'école doit être intensifié.

IV. — La législation française sur les expropriations n'est pas assez sévère contre les spéculateurs.

Vu : le Président de la thèse

L. TANON.

Vu : le Doyen de la Faculté,

TIFFENEAU.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

